



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 décembre 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 15th, 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 13363-56)

Asselin, Caron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1956, constituant en corporation: Gérard Asselin, Roger Caron, tous deux hommes d'affaires, André Couture, notaire, et Hélène Couture, secrétaire, célibataire, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Asselin, Caron Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 722, rue King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 13363-56)

Asselin, Caron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1956, incorporating: Gérard Asselin, Roger Caron, both business men, André Couture, notary, and Hélène Couture, secretary, unmarried, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in vehicles and means of conveyance of every nature and kind; carry on business as garage-keepers, under the name of "Asselin, Caron Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 722 King Street, West, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13260-56)

Aubin & Pélissier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1956, constituant en corporation: Robert Aubin, mécanicien, Janine Villiard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Aubin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des Trois-Rivières, et André Pélissier, mécanicien, du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et accessoires de réfrigération et électriques, et en faire la réparation, sous le nom de "Aubin & Pélissier Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13310-56)

Automaton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, Roland-R. Beaudry, comptable, et Yvette Provencher, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils et machines automatiques distributrices de cigarettes, gomme à mâcher, liqueurs douces, sandwiches, thé, café, aliments et autres boissons non enivrantes, sous le nom de "Automaton Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13272-56)

Aux Variétés Blainville Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Max-Henri Gagnon, notaire, Raymond Galarneau, C.A. comptable, tous deux de Montréal, et Lucien St-Onge, comptable, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, cadeaux, accessoires et appareils électriques, sous le nom de "Aux Variétés Blainville Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(A.G. 13260-56)

Aubin & Pélissier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1956, incorporating: Robert Aubin, mechanic, Janine Villiard, housewife, wife separate as to property of the said Robert Aubin, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Trois-Rivières, and André Pélissier, mechanic, of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in cooling and electrical apparatus and accessories, and the repairing thereof, under the name of "Aubin & Pélissier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13310-56)

Automaton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1956, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, Roland-R. Beaudry, accountant, and Yvette Provencher, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in slot-machines and apparatus for cigarettes, chewing gum, soft drinks, sandwiches, tea, coffee, food-stuffs and other non-alcoholic beverages, under the name of "Automaton Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13272-56)

Aux Variétés Blainville Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Max-Henri Gagnon, notary, Raymond Galarneau, C.A., accountant, both of Montreal, and Lucien St-Onge, accountant, of Verdun, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, gifts, electrical accessories and appliances, under the name of "Aux Variétés Blainville Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 preferred shares of a par value of \$100 each and into 15,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13109-56)

Baldoc Plastics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1956, constituant en corporation: John Ewasew, avocat, de Montréal, Laurence MacGregor, avocat, de Montréal-Ouest et Jocelyne Côté, secrétaire, épouse séparée de biens de Jacques Côté, de Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles fabriqués en totalité ou en partie de plastique ou de toute autre matière semblable, sous le nom de "Baldoc Plastics Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6571, 14e avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13031-56)

Beaurivage Owners Association Inc.
Association des Propriétaires de Beaurivage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Rhéaume, chimiste, J. Moreau, conseiller de personnel, J. Lefebvre, vendeur, A. R. Lebars, téléphone Bell, Roger McGinnis, représentant de travailleurs, Ronald J. Weaver, imprimeur, tous de Boucherville et Marcel Berthiaume, agent d'assurances, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et protéger les intérêts des membres possesseurs d'une propriété dans le district nommé Beaurivage Garden situé en la ville de Boucherville et environs, sous le nom de "Beaurivage Owners Association Inc. — Association des Propriétaires de Beaurivage Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Beaurivage Garden, en la ville de Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13374-56)

Belgro Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Dave Gross, Ben Bell, tous deux fourreurs, Abraham Feiner et Albert Marcus, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme fourreurs, sous le nom de "Belgro Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de

(A.G. 13109-56)

Baldoc Plastics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1956, incorporating: John Ewasew, advocate, of Montreal, Laurence MacGregor, advocate, of Montreal West, and Jocelyne Côté, secretary, wife separate as to property of Jacques Côté, of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles made in whole or in part, from plastic or any similar material, under the name of "Baldoc Plastics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6571, 14th Avenue, Rosemont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13031-56)

Beaurivage Owners Association Inc.
Association des Propriétaires de Beaurivage Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, to incorporate as a corporation without shares capital: Paul Rhéaume, chemist, J. Moreau, personal adviser, J. Lefebvre, salesman, A. R. Lebars, Bell Telephone, Roger McGinnis, worker's representative, Ronald J. Weaver, printer, all of Boucherville, and Marcel Berthiaume, insurance agent, of Montreal, for the following purposes:

To promote and protect the interests of members owning property in the district called Beaurivage Garden situated in the town of Boucherville and vicinity, under the name of "Beaurivage Owners Association Inc. — Association des Propriétaires de Beaurivage Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Beaurivage Garden, in the town of Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13374-56)

Belgro Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Dave Gross, Ben Bell, both Furriers, Abraham Feiner and Albert Marcus, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Belgro Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common

\$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13328-56)

Bonne-Terre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1956, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, Harry Pinker, tous deux avocats et Nina Schlesinger, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Bonne-Terre Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13395-56)

Bufrey Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1956, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de "Bufrey Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13365-56)

Carl Drucker Furs, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1956, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, avocat et Conseil en Loi de la Reine, James Arthur Soden, avocat, et John Edward Lawrence, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de "Carl Drucker Furs, Inc.", avec un capital actions, divisé en 150 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13328-56)

Bonne-Terre Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1956, incorporating: Murray B. Spiegel, Harry Pinker, both advocates, and Nina Schlesinger, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Bonne-Terre Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each and into 400 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13395-56)

Bufrey Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1956, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Bufrey Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13365-56)

Carl Drucker Furs, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1956, incorporating: Wendell Howard Laidley, advocate & Queen's Counsel, James Arthur Soden, advocate, and John Edward Lawrence, student at law, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Carl Drucker Furs, Inc.", with a capital stock divided into 150 common shares having no nominal or par value and into 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13298-56)

Chateau Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1956, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, tous deux avocats, de Montréal et Morris Shuter, gérant de bureau, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machinerie, outils et instruments de toutes sortes, matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et réparation de machinerie, outils et instruments; aliments et produits d'iceux et préparations alimentaires, charbon, bois de construction, combustibles et matériaux de construction, textiles, marchandises sèches, vêtements et articles vestimentaires et la matière brute duquel ils sont confectionnés, pulpe et papier et leurs produits, acier, et produits d'icelui, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Chateau Trading Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13372-56)

Chibougamau Cement Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: John McGlinchey Home, conseil en loi de la Reine, Robert Stephen O'Brien, tous deux de Westmount, Claude Wagner, de St-Laurent, Ernest Erle Saunders, de Montréal, tous quatre avocats et Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de ciment et de ses sous-produits et transiger les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Chibougamau Cement Products Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13383-56)

Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Jacques Fortin, gérant du poste C.F.G.T. Alma, Will Pagé,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13298-56)

Chateau Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1956, incorporating: Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, Perry Meyer, both advocates, of Montreal, and Morris Shuter, office manager, of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, tools, and implements of all kinds, and materials, metals, and articles used in the manufacture and repair of machinery, tools and implements; foods, food products, and food preparation; coal, timber, fuel and building materials; textiles, dry goods, clothing and wearing apparel, and the raw materials from which they are made; pulp and paper and their products; steel, steel products, electrical appliances and plastics, under the name of "Chateau Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13372-56)

Chibougamau Cement Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: John McGlinchey Home, Queen's Counsel, Robert Stephen O'Brien, both of Westmount, Claude Wagner, of St-Laurent, Ernest Erle Saunders, of Montreal, all four advocates, and Enid Mary Roberts, secretary, spinster, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and the by-products thereof and to carry on business as general contractors, under the name of "Chibougamau Cement Products Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13383-56)

Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Jacques Fortin, manager of the C.F.G.T. Station, Alma, Will

commerçant, et Jacques Lavoie, commis d'hôtel, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Administrer un club de hockey, sous le nom de "Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$3,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, comté Lac Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13344-56)

Como Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Peter Robert Cuttle, marchand, de Hudson Heights, Jean Côté, gérant, de Como, et Paul-Émile Mallette, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Como Inn Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Como, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13379-56)

Copperfield Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Paul Miquelon, Denys Dionne, avocats, et Denise Guay, secrétaire, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploitation forestière, transport et commerce de gravier, location de machinerie, sous le nom de "Copperfield Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chapais, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13194-56)

Donat St-Amour & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze octobre 1956, constituant en corporation: Narcisse Lacourcière, comptable, d'Ottawa, Harry St-Amour, contre-maître, de Masson, et Lorraine Chartrand, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de Buckingham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois et de matériaux de construction; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Donat St-

Pagé, dealer, and Jacques Lavoie, hotel clerk all of Alma, for the following purposes:

To administrate a hockey club under the name of "Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$3,000.

The head office of the corporation will be at Alma, county Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13344-56)

Como Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Peter Robert Cuttle, merchant, of Hudson Heights, Jean Côté, manager of Como, and Paul-Émile Mallette, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Como Inn Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 7,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Como, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13379-56)

Copperfield Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Paul-Miquelon, Denys Dionne, advocates, and Denise Guay, secretary, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on forestry operations, transportation and a gravel business, machinery location under the name of "Copperfield Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chapais, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13194-56)

Donat St-Amour & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1956, incorporating: Narcisse Lacourcière, accountant, of Ottawa, Harry St-Amour, foreman, of Masson, and Lorraine Chartrand, stenographer, of full age of majority and making use of her rights, of Buckingham, for the following purposes:

To deal in lumber and building materials; carry on business as general contractors, under the name of "Donat St-Amour & Fils Ltée", with a

Amour & Fils Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Masson, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13396-56)

Elisol Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1956, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Elisol Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13375-56)

Ellner Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Maurice-J. Garmaise, Mortimer Dolman, notaires et Mary T. Jamieson, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, courtiers d'assurances et négociers des matériaux de construction, sous le nom de "Ellner Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13331-56)

Empire Auto Repairs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1956, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jason Ruby, tous deux avocats, d'Outremont, Freda Alexander, gérante, de Montréal et Huguette St-Marseille, secrétaire, d'Ile Perrot, toutes deux filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Empire Auto Repairs Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Masson, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13396-56)

Elisol Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1956, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Elisol Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13375-56)

Ellner Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Maurice-J. Garmaise, Mortimer Dolman, notaries, and Mary T. Jamieson, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, insurance brokers and to deal in building materials, under the name of "Ellner Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13331-56)

Empire Auto Repairs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1956, incorporating: Louis Orenstein, Jason Ruby, both advocates, of Outremont, Freda Alexander, manager, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, of Ile Perrot, both filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Empire Auto Repairs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13312-56)

Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Joseph Gagnon, Lorenzo Brisson, commerçants, et Jeanne Pineault, fille majeure, caissière, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, machines agricoles, accessoires électriques, nouveautés de toutes sortes, du bois et autres matériaux, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Boulevard Dequen, Naudville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13353-56)

Gale Shoes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1956, constituant en corporation: George Goulson Laurie, administrateur, Robert-Ernest Fleet, surintendant, Daniel Henry LeRoy, gérant de ventes, Walter Robert O'Regan, dessinateur, tous de Sillery et Archibald Huestis Cook, comptable de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bottines, souliers, chaussures, mitaines, gants et toutes sortes de marchandises en cuir, sous le nom de "Gale Shoes Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 850 actions privilégiées d'une valeur au pair d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13393-56)

Grand Alliances Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1956, constituant en corporation: George Anisef, marchand, Abraham Feiner et Albert Marcus, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires électriques d'usage domestique, meubles et effets, y compris réparation et service d'iceux et en faire le négoce, sous le nom de "Grand Appliances Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13312-56)

Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Joseph Gagnon, Lorenzo Brisson, dealers, and Jeanne Pineault, of full age, cashier, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture, farm implements, electrical accessories, novelties of all kinds, lumber and other materials, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dequen Boulevard, Naudville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13353-56)

Gale Shoes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1956, incorporating: George Goulson Laurie, executive, Robert-Ernest Fleet, superintendent, Daniel Henry LeRoy, sales manager, Walter Robert O'Regan, designer, all of Sillery, and Archibald Huestis Cook, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, under the name of "Gale Shoes Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 850 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13393-56)

Grand Alliances Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1956, incorporating: George Anisef, merchant, Abraham Feiner and Albert Marcus, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of household electrical appliances, furniture and effects, including repairs and servicing thereof, and to deal in same, under the name of "Grand Appliances Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200

ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13247-56)

Harlo Sales and Manufacturing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1956, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jason Ruby, tous deux avocats, d'Outremont, Freda Alexander, gérante, fille majeure, de Montréal et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de housses, tentures, couvre-lits, tissus de toutes sortes, coussins, couvertures, rideaux de douche, portes pliantes, linoléum, congolium, tapis, nappes et napperons, sous le nom de "Harlo Sales and Manufacturing Co.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$50 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 12732-56)

H. M. David & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1956, constituant en corporation: Hector-Marie David, vendeur, Inez Juliet David, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hector-Marie David, Gérard Gravel, comptable et John Anderson Black, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de "H. M. David & Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13236-56)

Homa Supply & Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Camille Guyon, gérant, Eugène Carbonneau, assistant-gérant, et Euclide Chaput, commis, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13247-56)

Harlo Sales and Manufacturing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1956, incorporating: Louis Orenstein, Jason Ruby, both advocates, of Outremont, Freda Alexander, manager, fille majeure, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Île Perrot, for the following purposes:

To manufacture and deal in slip covers, drapes, bed-spreads, fabrics of all kinds, bolsters, blankets, shower curtains, folding doors, linoleum, congoleum, carpeting, table clothes and napkins, under the name of "Harlo Sales and Manufacturing Co.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$50 each and into 1,500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12732-56)

H. M. David & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1956, incorporating: Hector-Marie David, salesman, Inez Juliet David, housewife, wife separate as to property of the said Hector-Marie David, Gérard Gravel, accountant, and John Anderson Black, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, made in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, under the name of "H. M. David & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13236-56)

Homa Supply & Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Camille Guyon, manager, Eugène Carbonneau, assistant-manager, and Euclide Chaput, clerk, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles de quincaillerie, accessoires électriques, matériaux de construction, articles de bureau; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Homa Supply & Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5948, rue Louis-Hébert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13325-56)

Ideal Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1956, constituant en corporation: David Rothenberg, d'Outremont, David Luterman, de Montréal, tous deux comptables agréés et Frank Hubscher, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de nouveautés, jouets, articles divers, souvenirs, marchandises servant aux fêtes, bijouterie de costumes, articles pour le carnaval, menus objets, cadeaux, verrerie, effets en cuir, porcelaine, lampes, images, livres, objets comiques et tours, sous le nom de "Ideal Trading Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13232-56)

Italian Express Travel Service, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1956, constituant en corporation: Alfred Gagliardi, technicien, Aldo Ferro, gérant et Ida Pugni, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une agence de billets en général et d'un bureau de voyages, sous le nom de "Italian Express Travel Service, Limited", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 12794-56)

Jos. Girard & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Georges-Aimé Girard, Gaston Girard, tous deux fromagers, de St-Bruno, Lac St-Jean,

To carry on an industry and business dealing in hardware, electrical accessories, building materials, office articles; to carry on business as general contractors, under the name of "Homa Supply & Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5948 Louis-Hébert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13325-56)

Ideal Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1956, incorporating: David Rothenberg, of Outremont, David Luterman, of Montreal, both chartered accountants, and Frank Hubscher, advocate, of the town of Côte-St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in novelties, toys, sundries, souvenirs, party goods, costume jewelry, carnival goods, smallwares, giftwares, glasswares, leatherwares, chinawares, lamps, pictures, books, jokes and tricks, under the name of "Ideal Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13232-56)

Italian Express Travel Service, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1956, incorporating: Alfred Gagliardi, technician, Aldo Ferro, manager, and Ida Pugni, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Italian Express Travel Service, Limited", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12794-56)

Jos. Girard & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Georges-Aimé Girard, Gaston Girard, both cheese makers, of St-Bruno, Lake St. John, and Pau-

et Paul Martel, comptable, c.a., d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter un entrepôt frigorifique et une laiterie; exercer le commerce du transport des marchandises, sous le nom de "Jos. Girard & Fils Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13409-56)

J. P. Bélanger Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Bélanger, épiciier, Dame Marie-Anne Cousineau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Bélanger, et Maurice Brisebois, agent, tous de Cartierville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de "J. P. Bélanger Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2345, Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13168-56)

Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1956, constituant en corporation: Léo Laflamme, marchand, Orise Pincince, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Laflamme, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Philippe Pothier, avocat, c.r., tous de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fourreurs, sous le nom de "Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée", avec un capital total de \$125,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 421, rue Saint-François, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13376-56)

Laurentide Memorial Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetière, S.R.Q. 1941, chapitre 314, il a été accordé par le Lieutenant-

Martel, accountant, C.A., of Alma, for the following purposes:

To operate a refrigerating warehouse and dairy; to operate a transportation business dealing in merchandise, under the name of "Jos. Girard & Fils Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno, lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13409-56)

J. P. Bélanger Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1956, incorporating: Jean-Paul Bélanger, grocer, Dame Marie-Anne Cousineau, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Bélanger, and Maurice Brisebois, agent, all of Cartierville, for the following purposes:

To carry on a business in all kinds of articles and merchandise as are generally found in grocery business, under the name of "J. P. Bélanger Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2345, Ontario Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13168-56)

Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1956, incorporating: Léo Laflamme, merchant, Orise Pincince, housewife, wife separate as to property of the said Léo Laflamme and duly authorized by him for these present purposes, and Philippe Pothier, advocate, Q.C., all of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 421 Saint-François Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13376-56)

Laurentide Memorial Gardens Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 314, letters patent have been issued by

gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Vera Buxton, Ruth Wilkinson et Alva Phyllis Boyd, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter un cimetière, parc du souvenir, mausolées, caveaux d'inhumation et choses semblables, sous le nom de "Laurentide Memorial Gardens Inc.",

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, le neuf novembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43871 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13157-56)

Magasin Gisèle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1956, constituant en corporation: Benny Etinger, Joshua Levine, tous deux fabricants, de Montréal et Gisèle Senecal Lecomte, ménagère, épouse séparée de biens de Jean Lecomte, de Sorel, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, pour dames sous le nom de "Magasin Gisèle Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13342-56)

Mansion Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Vera Rajchman, commis, épouse séparée de biens de Chaskal Rajchman et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Jacob M. Helffield, avocat et Denis Sullivan, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme fourreurs, sous le nom de "Mansion Fur Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5656 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13253-56)

Mercury Electric & Refrigeration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Vera Buxton, Ruth Wilkinson and Alva Phyllis Boyd, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and operate a cemetery, memorial park, mausolea, burial vaults and the like, under the name of "Laurentide Memorial Gardens Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43871-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 13157-56)

Magasin Gisèle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1956, incorporating: Benny Etinger, Joshua Levine, both manufacturers, of Montreal, and Gisèle Senecal Lecomte, housewife, wife separate as to property of Jean Lecomte, of Sorel, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel of all kinds, under the name of "Magasin Gisèle Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13342-56)

Mansion Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Vera Rajchman, clerk, wife separate as to property of Chaskal Rajchman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Jacob M. Helffield, advocate, and Denis Sullivan, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Mansion Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5656, Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13253-56)

Mercury Electric & Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth

du dix-sept octobre 1956, constituant en corporation: Reuben Spector, Dov Kravetz, tous deux avocats, de Westmount et Ben Shecter, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme électriciens; manufacturiers et poseurs de systèmes électriques, sous le nom de "Mercury Electric & Refrigeration Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 12995-56)

Metallized Progress Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Henri Gérin-Lajoie, Charles Joseph Gélinas, avocats et conseils en loi de la Reine, tous deux d'Outremont et Pierre Bourque, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'aucune et toute description de chaussures, articles en cuir, soit artificiels ou autrement, et talons de bois et oeillets recouverts de métal, sous le nom de "Metallized Process Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13373-56)

Milado Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: John McGlinchey Home, conseil en loi de la Reine, Robert Stephen O'Brien, tous deux de Westmount, Claude Wagner, de St-Laurent, Ernest Erle Saunders, de Montréal, tous quatre avocats et Enid Mary Roberts, fille majeure, secrétaire, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Milado Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

day of October, 1956, incorporating: Reuben Spector, Dov Kravetz, both advocates, of Westmount, and Ben Shecter, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; manufacturers and installers of electrical construction, under the name of "Mercury Electric & Refrigeration Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 900 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12995-56)

Metallized Progress Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Henri Gérin-Lajoie, Charles-Joseph Gélinas, advocates and Queen's Counsel, both of Outremont, and Pierre Bourque, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in any and all description of footwear, leather goods whether artificial or otherwise and metal covered wooden heels and holes, under the name of "Metallized Process Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13373-56)

Milado Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: John McGlinchey Home, Queen's Counsel, Robert Stephen O'Brien, both of Westmount, Claude Wagner, of St. Laurent, Ernest Erle Saunders, of Montreal, all four advocates, and Enid Mary Roberts, spinsters, secretary, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Milado Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 215, St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13377-56)

Mme C. Lalonge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1956, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et industrie de merceries, bonnetiers, pelletiers, couturiers, gantiers, chemisiers, tailleurs, confectionneurs, chapeliers, costumiers, marchands de chaussures, marchands de drap et marchandises sèches, sous le nom de "Mme C. Lalonge Inc.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 5,000 actions communes de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(A.G. 13377-56)

Mme C. Lalonge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1956, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, of full age, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in haberdashery, as hosier, furrier, dressmakers, glove-makers, shirt-makers, tailors, clothiers, hatters, shoe merchants, fabric merchants and drygoods merchants, under the name of "Mme C. Lalonge Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each, and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13280-56)

Modern Development & Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, de la ville de Hampstead, Baruch Pollack, d'Outremont, tous deux avocats et Milton Friefeld, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Modern Development & Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(A.G. 13280-56)

Modern Development & Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Isidore Greenbaum, of the town of Hampstead, Baruch Pollack, of Outremont, both lawyers, and Milton Friefeld, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Modern Development & Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares having a par value of \$100 each and into 200 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13269-56)

Notre Temps Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1956, constituant en corporation: Léopold Richer, Julia Richer, journalistes, et Léo Davignon, comptable, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Notre Temps Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(A.G. 13269-56)

Notre Temps Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1956, incorporating: Léopold Richer, Julia Richer, journalists, and Léo Davignon, accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicists, under the name of "Notre Temps Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13263-56)

Overland Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1956, constituant en corporation: Bernard Seymour Mergler, Bernard Diamond et Abraham Shuster, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, y compris des chaussures, chapeaux et ceintures, sous le nom de "Overland Sales Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4847 avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13187-56)

Parkville Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Guy Girard, Joseph-Clément Girard et Claude Girard, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Parkville Construction Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2115, rue Jean Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13227-56)

Peerless Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1956, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Peerless Investments Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13322-56)

Pièces Universelles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13263-56)

Overland Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1956, incorporating: Bernard Seymour Mergler, Bernard Diamond and Abraham Shuster, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel for men, women and children, inclusive of shoes, hats and belts, under the name of "Overland Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4847, Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13187-56)

Parkville Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Guy Girard, Joseph Clément Girard and Claude Girard, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Parkville Construction Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2115 Jean Talon Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13227-56)

Peerless Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1956, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Peerless Investments Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13322-56)

Pièces Universelles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1956, constituant en corporation: Charles Tremblay, comptable agréé, Madeleine Gagné, sténographe, tous deux de Chicoutimi, et Eddy Lalancette, comptable, de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Pièces Universelles Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13108-56)

**Placements Eureka Inc.
Eureka Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Richard LaSalle, constructeur, Gabriel Laganière, ingénieur, J.-Gaston Couture, notaire, J.-Henri Boivin, comptable agréé, et Raymond Boily, technicien, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Placements Eureka Inc. — Eureka Investments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1473, rue St-Clément, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13355-56)

Pointe Claire Industrial Park Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre, 1956, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, d'Outremont, Isidore Greenbaum, avocat, Milton Friefeld et Morris Shuter, comptables, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Pointe Claire Industrial Park Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000, actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13341-56)

Projet Riviera Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1956, incorporating: Charles Tremblay, chartered accountant, Madeleine Gagné, stenographer, both of Chicoutimi, and Eddy Lalancette, accountant, of Port Alfred, for the following purposes:

To deal in machinery, instruments, rolling stock and iron wage of every nature and kind; carry on business as general building contractors, under the name of "Pièces Universelles Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13108-56)

**Placements Eureka Inc.
Eureka Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Richard LaSalle, builder, Gabriel Laganière, engineer, J.-Gaston Couture, notary, J.-Henri Boivin, chartered accountant, and Raymond Boily, technician, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Eureka Inc. — Eureka Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1473 St. Clément Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13355-56)

Pointe Claire Industrial Park Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1956, incorporating: Baruch Pollack, advocate, of Outremont, Isidore Greenbaum, advocate, Milton Friefeld and Morris Shuter, accountants, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Pointe Claire Industrial Park Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13341-56)

Projet Riviera Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Jean-Jacques Beauchemin, André Valiquette, avocats, d'Outremont, et Madeleine Riel, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'exploitation de terrains et de bâtiments, sous le nom de "Projet Riviera Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13362-56)

Quebec Mack Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, avocat, de Saint-Laurent, Rita Comeau-Gévry, judiciairement séparée de corps de Roger Gévry, secrétaire, et Hélène Nadeau, fille majeure, secrétaire, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Distribuer et vendre des parties d'automobiles et de camions, sous le nom de "Quebec Mack Distributors Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Saint-Jacques, ouest, ch. 906, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 12927-56)

Rem Incorporated Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, Marcel Lajeunesse, avocat, de Baie d'Urfé et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer et fournir des services de bureaux et de secrétariat aux corporations, sociétés et autres firmes commerciales; cependant, sans comprendre le pouvoir d'agir comme une compagnie de fiducie, sous le nom de "Rem Incorporated Incorporée", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13180-56)

Screen Process Sales Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Jean-Jacques Beauchemin, André Valiquette, advocates, of Outremont, and Madeleine Riel, secretary, bachelor, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a company investing in lands and buildings, under the name of "Projet Riviera Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13362-56)

Quebec Mack Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1956, incorporating: Jean-Paul Bergeron, advocate, of Saint-Laurent, Rita Comeau Gévry, legally separated as to bed and board from Roger Gévry, secretary, and Hélène Nadeau, fille majeure, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To distribute and sell automobile and truck parts, under the name of "Quebec Mack Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 St. James Street, West, Room 906, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12927-56)

Rem Incorporated Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: Jean-Paul Cardinal, advocate and queen's counsel, of Montreal, Marcel Lajeunesse, advocate, of Baie d'Urfé, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To carry on and to provide office and secretarial service to corporations, partnerships and other business entities; not including, however, the power to act as a trust company, under the name of "Rem Incorporated Incorporée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13180-56)

Screen Process Sales Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-deux octobre, 1956, constituant en corporation: Ovila Langlois, marchand, Fernand Charlebois, comptable, opérateur de taxi, tous deux de Montréal et Louise Di Fruscia D'Argensio, ménagère, épouse séparée de biens de Jean D'Argensio, comptable, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme imprimeurs, lithographes, stéréotypers, électrotypers, imprimeurs par photographie, photolithographes, graveurs, médailleurs et imprimeurs par le procédé de l'écran de soie, sous le nom de "Screen Process Sales Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 12952-56)

**Société de Conservation du
Vieux Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Simon-G. Parent, Louis-Philippe Bouchard, avocats, Harold Braff, courtier en obligations, et Louis Paré, directeur de l'Office Municipal du Tourisme, tous de Québec, pour les objets suivants:

Poursuivre et favoriser les recherches de nature à révéler l'existence de sites, lieux et édifices anciens offrant un intérêt historique, architectural ou artistique, sous le nom de "Société de Conservation du Vieux Québec Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(P.G. 13220-56)

Splendor Shoppes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Usher Ungar, marchand, Louise Glazer Ungar, ménagère, épouse séparée de biens dudit Usher Ungar et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Henry Rosenzweig, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, marchandises sèches, bottes et chaussures, produits agricoles et marchandises similaires, sous le nom de "Splendor Shoppes Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

second day of October, 1956, incorporating: Ovila Langlois, merchant, Fernand Charlebois, accountant, taxi-operator, both of Montreal, and Louise Di Fruscia D'Argensio, housewife, wife separate as to property of Jean D'Argensio, accountant, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of St. Michel, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photolithographers, engravers, die-sinkers and silk screen printers, under the name of "Screen Process Sales Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12952-56)

**Société de Conservation du
Vieux Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1956 to incorporate as a corporation without share capital: Simon G. Parent, Louis-Philippe Bouchard, advocates, Harold Braff, investment broker, and Louis Paré, manager of the Municipal Tourist Bureau, all of Quebec, for the following purposes:

To encourage and further researches for the purpose of discovering ancient sites, localities and buildings of an historical, architectural or artistic interest, under the name of "Société de Conservation du Vieux Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13220-56)

Splendor Shoppes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Usher Ungar, merchant, Louise Glazer Ungar, housewife, wife separate as to property of the said Usher Ungar, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Henry Rosenzweig, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's clothing, dry goods, boots and shoes, farm products and similar merchandise, under the name of "Splendor Shoppes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 12942-56)

Ste. Thérèse Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre, 1956, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal et Oscar Respitz, de ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière située dans la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, sous le nom de "Ste. Thérèse Holding Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13179-56)

Télévision Service Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils de télévision, appareils de radio et leurs accessoires, sous le nom de "Télévision Service Centre Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(P.G. 13315-56)

Textile Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre, 1956, constituant en corporation: Norman John McQuillen, gérant, de St-Jean, Maurice-J. Demers, avocat, et Estelle Chaput, secrétaire, célibataire, tous deux d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport général de marchandise, sous le nom de "Textile Transport Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12942-56)

Ste. Thérèse Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1956, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To acquire and exploit a certain immoveable property situated in the parish of Ste. Thérèse de Blainville, under the name of "Ste Thérèse Holding Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13179-56)

Télévision Service Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1956, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in television sets, radio sets and accessories to the foregoing, under the name of "Télévision Service Centre Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13315-56)

Textile Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October 1956, incorporating: Norman John McQuillen, manager, of St. John, Maurice J. Demers, advocate, and Estelle Chaput, secretary, unmarried, both of Iberville, for the following purposes:

To generally deal in the forwarding of merchandise, under the name of "Textile Transport Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of a nominal or par value of \$100 each and 150 preferred shares of a nominal or par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13367-56)

Timmins Aviation (Terminals) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1956, constituant en corporation: Antoine Paré, de St-André Est, A. H. Graham Gould, de Westmount, Jean-T. Vien, de Prévile, tous trois avocats, Évariste Lavoie comptable, Hélène Verville et Suzanne Duchesnay toutes deux secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un entrepôt et édifice de bureaux et agir comme agents d'entrepôt et de terminus, sous le nom de "Timmins Aviation (Terminals) Ltd.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires, catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires catégorie "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'aéroport de Montréal, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(A.G. 13367-56)

Timmins Aviation (Terminals) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1956, incorporating: Antoine Paré, of St. Andrews East, A. H. Graham Gould, of Westmount, Jean-T. Vien, of Prévile, all three advocates, Évariste Lavoie, accountant, Hélène Verville and Suzanne Duchesnay, both secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate storage and office building and to act as storage and terminal agents, under the name of "Timmins Aviation (Terminals) Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,800 preferred shares having a par value of \$100 each and 1,000 common shares Class "A" of a par value of \$10 each and into 1,000 common shares Class "B" of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal Airport, Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13285-56)

Vitrierie Claveau Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1956, constituant en corporation: Georges-Henri Claveau, de Bois-des-Filions, Joseph-Herménégilde Claveau, de St-Antoine-des-Laurentides, tous deux industriels, et Jean C. Bhérer, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du verre et de ses sous-produits, sous le nom de "Vitrierie Claveau Glass Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(A.G. 13285-56)

Vitrierie Claveau Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October 1956, incorporating: Georges-Henri Claveau, of Bois-des-Filions, Joseph-Herménégilde Claveau, of St. Antoine-des-Laurentides, both industrialists, and Jean-C. Bhérer, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in glass and the by-products thereof, under the name of "Vitrierie Claveau Glass Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13339-56)

W. Barr Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1956, constituant en corporation: John Everett Todd, notaire, de Westmount, Hilda Hooper, secrétaire, fille majeure et Leonard Charles Bull, gérant de bureau, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "W. Barr Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871 P. FRENETTE.

(A.G. 13339-56)

W. Barr Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1956, incorporating: John Everett Todd, notary, of Westmount, Hilda Hooper, secretary, spinster, and Leonard Charles Bull, Office manager, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "W. Barr Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13394-56)

Yvonna Morissette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1956, constituant en corporation: Yvonna Morissette, marchande, Paul-Émile Morissette, gérant, et Honoré Gignac, comptable, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fruits, légumes, viandes, volailles, poissons et produits agricoles de toutes sortes, produits de la mer, de la vigne et des arbres, sous le nom de "Yvonna Morissette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Marché St-Roch, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

(A.G. 13394-56)

Yvonna Morissette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1956, incorporating: Yvonna Morissette, merchant, Paul-Émile Morissette, manager and Honoré Gignac, accountant, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fruits, vegetables, meats, fowl, fish and farm produce of all kinds, products of the sea, of the vine and of trees, under the name of "Yvonna Morissette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Roch's Market, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, N° 18,845. Mary Kathleen McGrath, demanderesse vs Gordon Renfrew Kerr, défendeur;

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Dame Mary Kathleen McGrath, ménagère, de Naudville, district de Roberval, a intenté une action en séparation de biens contre son mari Gordon Renfrew Kerr.

Québec, le 3 décembre, 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,
LAZAROVITZ, LACHANCE & LEVESQUE.
43915-o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No. 18,845. Mary Kathleen McGrath, plaintiff, vs Gordon Renfrew Kerr, defendant;

NOTICE OF SEPARATION AS TO PROPERTY

Dame Mary Kathleen McGrath, housewife, of Naudville, district of Roberval, has instituted an action in separation as to property against her husband, Gordon Renfrew Kerr.

Quebec, December 3rd, 1956.

LAZAROVITZ, LACHANCE & LEVESQUE,
Attorneys for the Plaintiff.
43915-o

AVIS LÉGAL

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 408,220. Dame Anita Beaudin, épouse commune en biens de Léopold Roy, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Léopold Roy, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 4 novembre 1956.

Montréal, le 7 décembre 1956.

Le Procureur de la demanderesse,
43903-o RENÉ-C. ALARY.

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 408,220. Dame Anita Beaudin, wife common as to property of Leopold Roy, dealer, from the city and district of Montreal, plaintiff, vs Léopold Roy, dealer, from the same place, defendant.

An action for separation as to property has been duly taken, in this case on the 4th of November 1956.

Montreal, the 7th of December 1956.

RENÉ-C. ALARY,
43903-o Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1220

Québec, le 6 décembre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du secrétariat de la province.

Order in Council**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1220

Quebec, December 6th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative Acts of the Provincial Secretary.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable secrétaire de la province:

— 5 —

CONCERNANT le classement comme monuments historiques de la maison Routier, à Sainte-Foy, et du terrain sur lequel elle est située

ATTENDU QUE la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, en vertu de la loi des monuments et sites historiques ou artistiques, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par la loi 15-16, George VI, chapitre 24, et modifiée par la loi 4-5, Elizabeth II, chapitre 51, par une résolution en date du 9 juin 1956, dont une copie est annexée à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté ministériel, a recommandé le classement, comme monuments historiques, de la maison Routier, à Sainte-Foy, et du terrain sur lequel elle est située;

ATTENDU QUE les propriétaires de cette maison et dudit terrain consentent à leur classement comme monuments historiques;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles comme monuments historiques devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du Conseil exécutif;

ATTENDU qu'il y a lieu d'approuver le classement de ladite maison et du terrain sur lequel elle est située;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la loi des monuments et sites historiques ou artistiques, chapitre 70, des statuts refondus de Québec, 1941, tel que remplacé par la loi 15-16, George VI, chapitre 24, et modifiée par la loi 4-5, Elizabeth II, chapitre 51, le classement de la maison Routier, à Sainte-Foy, et du terrain sur lequel elle est située, soit les subdivisions numéros deux cent trente-cinq, deux cent trente-six et deux cent trente-sept, (235, 236 et 237), du lot originaire numéro quatre cent trois, (403), du cadastre officiel de la municipalité de Sainte-Foy, par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, en vertu de sa résolution du 9 juin 1956, soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il ait force de loi à compter de cette publication.

(S) L. DÉSILETS,

43871-o

Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Honourable Secretary of the Province:

— 5 —

CONCERNING the classification as historical monuments of the Routier House, at Sainte-Foy, and of the land upon which it is situated.

WHEREAS the Commission of the Historic or Artistic Monuments and Sites, under the Act of the Historic or Artistic Sites, revised statutes of Québec, 1941, chapter 70, as replaced by the Act 15-16, George VI, chapter 24, and modified by Act 4-5, Elizabeth II, chapter 51, by a resolution dated June 9th, 1956, of which, a copy is annexed to the recommendation upon which is based the present Order in Council, has recommended the classification, as historic monuments, the Routier House, at Sainte-Foy, and the ground upon which it is situated;

WHEREAS the proprietors of this house and of the said ground consent to their classification as historic monuments;

WHEREAS under section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, the classification of immovables as historic monuments become definite after having been approved, with or without modification, by decree of the Executive Council;

WHEREAS it is deemed expedient to approve the classification of the said house and of the ground upon which it is situated;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Provincial Secretary:

THAT under section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, chapter 70, Revised Statutes of Québec, 1941, as replaced by the Act 15-16, George VI, chap. 24, and modified by the Act 4-5, Elizabeth II, chapter 51, the classification of the Routier House, at Sainte-Foy, and of the land upon which it is situated, albeit the subdivisions numbers two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six and two hundred and thirty-seven, (235, 236 and 237), of the original lot four hundred and three, (403), of the official cadastre of the municipality of Sainte-Foy, by the Historic or Artistic and Sites Commission, under its resolution of June 9th, 1956, be approved;

THAT the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that it have the force of the Law from and after the date of this publication.

(S) L. DÉSILETS,

43871

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 21 novembre 1956, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce, en celui de "municipalité de la paroisse de Saint-Ephrem de Beauce".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Ephrem, 3 décembre 1956.

Le Maire,

JEAN MARIE LONGCHAMPS.

Le Secrétaire-trésorier,

EMERY BUREAU.

43888-o

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of November 21, 1956, an Order in Council for the purpose of changing the name of the Municipality of Saint-Ephrem-de-Tring, county of Beauce, to that of "Municipality of the parish of Saint Ephrem de Beauce".

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

St. Ephrem, December 3, 1956.

JEAN MARIE LONGCHAMPS,

Mayor.

EMERY BUREAU,

Secretary-Treasurer.

43888

Règlement D

Sur proposition dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il est résolu :

Que tout l'actif de la compagnie soit distribué comme suit :

	N° d'actions No. of shares	Capital Capital stock	Surplus	Total
Antonio Trahan.....	56,758	56,758.00	48,873.73	105,631.73
Mme-Mrs. Suzanne Laliberté- Trahan.....	1	1.00	.86	1.86
Roland Bertrand.....	1	1.00	.86	1.86
J. Florent Chabot.....	1	1.00	.86	1.86
Albert Beaulieu.....	1	1.00	.86	1.86
	56,772	56,762.00	48,777.17	105,639.17

Je, soussigné, Armand Gilbert, secrétaire de "Bourlamaque Hotel Limited", déclare que ce qui précède est une vraie copie du règlement D de "Bourlamaque Hotel Limited" passé à une assemblée des directeurs de ladite compagnie, en date du 30 novembre 1956, lequel a été confirmé, sanctionné et ratifié par une assemblée spéciale des actionnaires, datée de ce jour.

Donné à Val d'Or, ce 30 novembre 1956.

43872-o Le Secrétaire,
ARMAND GILBERT.

(P.G. 10843-52)

LYNN, MACLEOD ENGINEERING
SUPPLIES LIMITED

Règlement IIA

augmentant le nombre de directeurs de trois à cinq.

"Section 1 de l'article 11 des règlements de Lynn, Macleod Engineering Supplies Limited est, par les présentes, amendé pour se lire comme suit :

"Section 1.— Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs, deux d'entre eux constitueront quorum".

Je Nelson Fillion, secrétaire de Lynn, Macleod Engineering Supplies Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable et fidèle du règlement IIA de ladite compagnie dûment décrété par le bureau de direction le 21^e jour de juin 1956, et approuvé à l'unanimité par cent pour cent (100%) des votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée aux fins de le considérer et tenue le 22^e jour de juin 1956.

43873 Le Secrétaire,
NELSON FILLION.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Maurice de Bois-Filion", en date du 19 novembre 1956, dont le siège social est situé à Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-huit novembre 1956.

43904-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

By-law D

Upon motion, duly proposed, seconded and adopted and unanimously adopted, it has been resolved:

That all the assets of the company be distributed as follows:

I, the undersigned, Armand Gilbert, Secretary of "Bourlamaque Hotel Limited", declare that which precedes is a true copy of the by-law D of "Bourlamaque Hotel Limited" passed at a meeting of the Directors of the said company, dated November 30, 1956, which has been confirmed, sanctioned and ratified by a special meeting of the shareholders, dated this day.

Given at Val d'Or, this 30th day of November, 1956.

43872 ARMAND GILBERT,
Secretary.

(A.G. 10843-52)

LYNN, MACLEOD ENGINEERING
SUPPLIES LIMITED

By-law IIA

increasing the number of directors from three to five.

"Section 1 of Article 11 of the by-laws of Lynn, Macleod Engineering Supplies Limited is hereby amended to read as follows:

"Section 1.— The affairs of the company shall be managed by a Board of five Directors, two of whom shall form a quorum."

I, Nelson Fillion, Secretary of Lynn, Macleod Engineering Supplies Limited, hereby certify the foregoing to be a true and faithful copy of by-law IIA of the said company duly enacted by the Board of Directors on the 21st day of June, 1956, and unanimously approved by one hundred per cent (100%) of the votes cast at the special general meeting of shareholders called for considering the same and held on the 22nd day of June, 1956.

43873-o NELSON FILLION,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Maurice de Bois-Filion" under date November 19th, 1956, whereof the head office is at Bois-des-Filion, county of Terrebonne and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1956.

43904 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 21 novembre 1956, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de l'Assomption-de-la-Sainte-Vierge, comté de Charlevoix-Ouest, en celui de "municipalité de Les Éboulements".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Éboulements, 3 décembre 1956.

Le Maire,
DR. L. FRÈVE.
Le Secrétaire-trésorier,
GEO. TREMBLAY.

43874-o

(P.G. 13791-56)

ST. STEPHEN HUNGARIAN HOME AND FUNERAL ASSOCIATION

Extrait des règlements (Constitution) de la corporation nommée ci-dessus, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue à Montréal, le 6 mai 1956, concernant une augmentation du nombre de ses directeurs de trois à sept:

"Article VI: — Officiers et Conseil d'administration — Section 1 — Le Conseil d'administration de l'association sera un conseil élu composé du président, vice-président, secrétaire, et, de plus, d'un trésorier, régistrateur, gérant de l'organisation et d'un bibliothécaire, sept officiers en tout, le tout tel que pourvu ci-après."

Vraie copie certifiée et signée à Montréal, ce 14e jour de juin 1956.

43875 Le Président,
LOUIS VARGA.

(P.G. 13791-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 5 décembre 1956, les règlements de "St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association", comprenant les articles I à XII, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1956.

43875 Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Règlement spécial "R"

(un règlement concernant la distribution de l'actif de Dominion Square Corporation et l'abandon de la charte de Dominion Square Corporation.)

Attendu que la corporation a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires.

Attendu que les dettes et obligations de la corporation ont été pourvues ou protégées.

En conséquence, qu'il soit décrété comme règlement spécial "R" de Dominion Square Corporation.

Que:

1. La corporation, à la date que les directeurs peuvent fixer, soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et, subseqüemment, procéder à sa dissolution par voie

Notice is given by these presents by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on November 21, 1956, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of "l'Assomption-de-la-Sainte-Vierge, county of Charlevoix-West, into that of "municipality of Les Éboulements".

In conformity with the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name shall enter into force from and after the publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Les Éboulements, December 3, 1956.

DR. L. FRÈVE,
Mayor.
GEO. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

43874

(A.G. 13791-56)

ST. STEPHEN HUNGARIAN HOME AND FUNERAL ASSOCIATION

Extract of the By-laws (Constitution) of the above named Corporation, as adopted at the general meeting held at Montreal on May 6th, 1956, concerning an increase in the directorate thereof from three to seven:

"Article VI: — Officers and Governing Body — Section 1 — The governing body of the Association shall be an elected Council consisting of the president, the vice-president, the secretary, and in addition the treasurer, the registrar, the house-manager and the librarian, totalling seven officers in all, the whole as hereinafter provided."

Certified a true copy and signed at Montreal, this 14th day of June, 1956.

43875-o LOUIS VARGA,
President.

(A.G. 13791-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association", comprising Articles I to XII inclusive, were approved on December 5th, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of December, 1956.

43875-o JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

NOTICE

Special By-Law "R"

(being a by-law respecting the distribution of the assets of Dominion Square Corporation and the surrender of the charter of Dominion Square Corporation.)

Whereas the Corporation has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs; and

Whereas the debts and obligations of the Corporation have been provided for or protected;

Therefore be it enacted as special by-law "R" of Dominion Square Corporation.

That:

1. The Corporation on such date as the directors may determine be and it is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders, and subsequently proceed to dissolution by way of surren-

de procédures d'abandon de charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

2. La corporation soit et elle est, par les présentes, autorisée à demander au Procureur général l'acceptation de l'abandon de sa charte et une directive quant à son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la corporation sera dissoute.

3. Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exercice du précédent.

Prenez avis que le 5 décembre 1956, le règlement spécial "R" de Dominion Square Corporation, tel qu'indiqué ci-dessus, a été décrété par les directeurs de Dominion Square Corporation, et que le 12 décembre 1956, le règlement spécial "R" a été ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée générale, spéciale des actionnaires de Dominion Square Corporation.

L'avis précédent est donné conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire,

NEIL F. PHILLIPS.

43907

der of Charter proceedings under the Quebec Companies' Act.

2. The Corporation be and it is hereby authorized to make an application to the Attorney General for an order accepting the surrender of its Charter and directing its cancellation and fixing a date upon and from which the Corporation shall be dissolved.

3. The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Take notice that on December 5th, 1956, Special By-Law "R" of Dominion Square Corporation as set forth above was enacted by the Directors of Dominion Square Corporation, and on December 12th, 1956 Special By-law "R" was ratified, sanctioned, and confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of Dominion Square Corporation.

The foregoing notice is given in compliance with Section 90 of the Quebec Companies' Act.

NEIL F. PHILLIPS.

Secretary.

43907-o

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

Avis est par les présentes donné que les soussignés, Herman Renaud, ajusteur, 2375 rue Laviolette, Trois-Rivières, Paul René de Cotret, comptable agréé, Banlieue des Trois-Rivières, Henri Ferron, comptable agréé, 857 rue des Ursulines, Trois-Rivières, Jean René de Cotret, agent d'assurance, 455 rue Radisson, Trois-Rivières et Pierre Rousseau, directeur de funérailles, 502 rue Bureau, Trois-Rivières, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances, (chapitre 299, S.R. 1941), sous le nom en français de "L'Assurance-Vie St-Laurent" et en anglais de "St-Lawrence Life Assurance Company", dont le siège social sera dans la cité des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, le capital actions au montant d'un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne et de faire des contrats d'annuité et de rente.

Donné à Trois-Rivières, 4 décembre 1956.

(Signatures des requérants),

HERMAN RENAUD,
PAUL RENÉ DE COTRET,
HENRI FERRON,
JEAN RENÉ DE COTRET,
PIERRE ROUSSEAU.

43914-50-4-o

NOTICE OF THE INCORPORATED OF A LIFE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the undersigned, Herman Renaud, adjuster, 2375 Laviolette street, Trois-Rivières, Paul René de Cotret, chartered accountant, outskirts of Trois-Rivières, Henri Ferron, chartered accountant, 857 des Ursulines street, Trois-Rivières, Jean René de Cotret, insurance agent, 455 Radisson street, Trois-Rivières and Pierre Rousseau, funeral director, 502 Bureau street, Trois-Rivières, intend presenting to the Lieutenant-Governor in Council a petition with the object of becoming incorporated into an insurance company pursuant to the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S. 1941), under the name, in French, of "L'Assurance-Vie St-Laurent" and in English, of "St-Lawrence Life Assurance Company", whose head office shall be in the city of Trois-Rivières, county of St-Maurice, the capital stock to the amount of one million dollars (\$1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and the powers to realize insurance operations and the re-insurance of persons and to make up annuity and pension contracts.

Given at Trois-Rivières, December 4, 1956.

(Signatures of Petitioners),

HERMAN RENAUD,
PAUL RENÉ DE COTRET,
HENRI FERRON,
JEAN RENÉ DE COTRET,
PIERRE ROUSSEAU.

43914-50-4

(P.G. 13313-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le trois décembre 1956, les règlements de l'"Association des Résidents de l'Île Ste-Thérèse", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 16 janvier 1956, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre décembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,

JEAN BRUCHÉSI.

43916-o

(A.G. 13313-55)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of "Association des Résidents de l'Île Ste-Thérèse", have been approved by the Honourable the Provincial Secretary, on December third 1956, as adopted at a meeting held January 16, 1956, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fourth day of December 1956.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

43916

MONTREAL VINEGAR COMPANY LIMITED
LA COMPAGNIE DE VINAIGRE
MONTRÉAL LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée", tenue à St-Jean, le 1er octobre 1956, à 1 heure p.m.:

"Règlement spécial relatif à la distribution de biens entre les actionnaires:

"Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze (15) jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*."

(Seau) (Signé) DAVID LORD.
 Le Secrétaire,

(Signé) JEAN-PAUL BESSETTE.

Pour copie conforme:

Le Secrétaire,

J.-P. BESSETTE.

43908-o

MONTREAL VINEGAR COMPANY LIMITED
LA COMPAGNIE DE VINAIGRE
MONTRÉAL LIMITÉE

Excerpt from minutes of a meeting of the board of directors of the company "Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre Montréal Limitée", held at St. John, October 1st, 1956, at 1 o'clock p.m.:

"Special by-law respecting the distribution of assets among the shareholders:

The assets of the company shall be distributed between the shareholders proportionately to the number of shares they hold, fifteen (15) days after publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*."

(Signed) DAVID LORD,
 President.

(Signed) JEAN-PAUL BESSETTE,
 Secretary.

True copy.

J. P. BESSETTE,

Secretary.

43908

Chartes — Abandon de

BOURLAMAQUE CHEMICAL & ASSAYERS LIMITED

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Bourlamaque Chemical & Assayers Limited donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté le 26e jour de novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
 A. D. HELLENS.

43886

Prenez avis que "Station de Service Daoust Ltée — Daoust Service Station Ltd." demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,
 BIRTZ & POULIOT.

43887-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Dominion Hosiery Finishers Corp. s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 6 décembre 1956.

Le Procureur de la requérante,
 IRWIN A. FRANKEL.

4, rue Notre-Dame est,
 Suite 1004, Montréal, Qué.

43876

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Charland & Bernard Ltée", demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Vice-Président,
 OVILA POULET.

43905-o

Charters — Surrender of

BOURLAMAQUE CHEMICAL & ASSAYERS LIMITED

Under the Quebec Companies' Act, Bourlamaque Chemical & Assayers Limited hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company.

Dated this 26th day of November, 1956.

A. D. HELLENS,
 Secretary-Treasurer.

43886-o

Take notice that "Daoust Service Station Ltd.— Station de Service Daoust Ltée" will apply to the Attorney-General for leave to surrender its charter.

BIRTZ & POULIOT,
 Attorneys for the company.

43887-o

Notice is hereby given, in accordance with the Quebec Companies' Act, that Dominion Hosiery Finishers Corp. will apply to the Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, December 6th, 1956.

IRWIN A. FRANKEL,
 Attorney for Petitioner.

4 Notre Dame St. East,
 Suite 1004, Montreal, Que.

43876-o

NOTICE

Take notice that the company "Charland & Bernard Ltée", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

OVILA POULET,
 Vice-President.

43905

Compagnie dissoute

(P.G. 13264-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276,

Company Dissolved

(A.G. 13264-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability

article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 février 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43871-o P. FRENETTE.

enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", incorporated by letters patent dated February 29, 1952.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
43871 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Révérende Mère Marie Geneviève Gagnon Villeneuve, en religion Mère Marie Geneviève Villeneuve, Supérieure Générale de la Congrégation de "Les Oblates Franciscaines de St-Joseph", domiciliée et résidant en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour:

Obtenir des modifications à la Loi de la Province de Québec 25-26 Geo. V, chapitre 156, constituant en corporation "Les Oblates Franciscaines de St-Joseph" et des pouvoirs plus étendus pour répondre aux besoins actuels de ladite corporation et permettre à leur congrégation de poursuivre ses fins;

Et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 21 novembre 1956.

Les Procureurs des Pétitionnaires,
ADOLPHE PRÉVOST et
43774-47-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Magdeleine Ally-Degre, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'Art Dentaire après examen.

Le Procureur de la pétitionnaire,
Signé: HENRI COURTEMANCHE.
43803-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sorel, dans le comté de Richelieu, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender la charte de la dite cité:

1° Pour porter à trois ans la durée du terme des membres du conseil;

2° Pour être autorisée à accorder un traitement ou indemnité aux membres du conseil;

3° Pour abroger l'article 388a de la charte et adopter les dispositions de la Loi des Cités et Villes en ce qui concerne les taxis;

4° Pour être autorisée à considérer, pour fins de la taxe d'affaires les résidents des villes de St-Joseph de Sorel et de Tracy, comme résidents de la Cité;

5° Pour amender l'article 8 de la loi 11 Georges VI, chapitre 88, relatif aux emprunts pour fins industrielles;

6° Pour payer une pension au greffier de la Cité.

Et autres matières nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Sorel, le 20 novembre 1956.
Le Procureur de la requérante,
43760-47-4-o CHARLES COURNOYER.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the Reverend Mother Marie Geneviève Gagnon Villeneuve, in religion Mother Marie Geneviève Villeneuve, Superior General of the Congregation of "Les Oblates Franciscaines de St-Joseph", domiciled and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the following:

Obtain amendments to the Act of the Province of Quebec 25-26 Geo. V., chapter 156, constituting as a corporation "Les Oblates Franciscaines de St-Joseph", and extend the powers of said corporation in order to meet the present requirements of the corporation and enable the Congregation to carry on its purposes.

And for any other purposes.

Montreal, November 21th, 1956.

ADOLPHE PRÉVOST and
ROBERT HODGE, Q.C.,
43774-47-4 Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that Magdeleine Ally-Degre, of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, praying for the adoption of an act authorizing the college of dental surgeons of the Province of Quebec to admit her to the practice of dental surgery after examination.

Signed: HENRI COURTEMANCHE,
43803-48-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Sorel, in the county of Richelieu, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending the charter of the city of Sorel:

1. For fixing three years the term of office of the members of the Council;

2. To be authorized to pay an indemnity or salary to the members of the Council;

3. To repeal the article 388a of the charter and adopt the dispositions of the Cities and Towns Act concerning the taxis;

4. To be authorized to consider, in view of the payment of the affairs permits, as residents in the City, the residents of the municipalities of St-Joseph of Sorel and Tracy;

5. To amend the article 8 of the law 11 Georges VI, chapter 88, for the purposes of borrowing for industrial aims;

6° To pay a pension to the actual clerk of the City;

And for other purposes.

Sorel, November 20, 1956.
CHARLES COURNOYER,
43760-47-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98, et les lois qui la modifient, en sus des matières décrites à l'avis du 26 octobre 1956, sur les matières suivantes: ratification de l'adjudication par le Secrétaire-trésorier de la Corporation du comté d'Hochelaga le 13 mars 1941 suivie d'un acte de vente sous seing privé en date du 24 janvier 1944 et enregistré au bureau d'enregistrement du district de Montréal sous le numéro 571803, affectant les lots numéros 518 et 519, étant la subdivision du lot originaire numéro 109 des plan et livres de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, laquelle adjudication a été faite à la suite d'une vente pour taxes desdits lots au nom de Charles A. Dyke alors qu'en réalité ils étaient la propriété de Dame violet Charlotte Dyke épouse divorcée de Claas Duiven; ratification de la vente et adjudication des lots numéros 512 et 513 de la subdivision originaire du lot numéro 109 des plan et livres de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, adjugée à la ville de Côte St-Luc par J-Oscar Larose, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la Corporation du comté d'Hochelaga, tels lots étant enregistrés au nom de Émile Zweig à un acte de vente en date du 29 octobre 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 716095, et pour autres fins.

Montréal, le 16 novembre 1956.

Les Procureurs de la Ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43759-47-4-o

LA VILLE DE LAVAL OUEST

La ville de Laval Ouest donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Commutation de taxes;
- 2° Voirie;
- 3° Qualification des électeurs et des candidats;
- 4° Listes électorales;
- 5° Élection;
- 6° Emprunts municipaux;
- 7° Zonage;
- 8° Règlement de construction;
- 9° Taxis.

Montréal, 20 novembre 1956.

Les Procureurs de la ville
de Laval Ouest,

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

43773-47-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, in addition to the purposes described in the notice of October 26, 1956, for the following purposes: ratification of the adjudication by the Secretary-Treasurer of the Corporation of the county of Hochelaga, on March 13, 1941, completed by a Deed of Sale sous seing privé dated January 24, 1944 and registered at the Registry Office of the district of Montreal under number 571803, affecting lots 518 and 519, being the subdivision of the original lot number 109 of the Official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said adjudication having been made on the sale of said lots for tax purposes over the name of Charles A. Dyke when in fact those lots were the property of Dame Violet Charlotte Dyke, the divorced wife of Claas Duiven; ratification of the sale and adjudication of lots 512 and 513, being the subdivision of the original lot number 109 of the Official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, adjudged to the Town of Côte St. Luc by J-Oscar Larose, in his quality of Secretary-Treasurer for the Corporation of the county of Hochelaga, said lots being registered on the name of Emile Zweig in a Deed of Sale dated October 29, 1947 and registered at the Registry Office of the district of Montreal, under number 716095, and for all other purposes.

Montréal, November 16, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Côte St. Luc.

43759-47-4-o

TOWN OF LAVAL WEST

The Town of Laval West gives notice by these presents that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Commutation of taxes;
2. Roadways;
3. Qualification of electors and candidates;
4. Electoral lists;
5. Elections;
6. Municipal loans;
7. Zoning;
8. Building By-law;
9. Taxis.

Montréal, November 20th, 1956.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,

Attorneys for the Town
of Laval West.

43773-47-4-o

Canada, province de Québec, district de Québec

Avis est par les présentes donné que "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie", s'adressera à la Législature de Québec à sa présente Session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Pour augmenter le capital autorisé de la Compagnie de un million de dollars à deux millions de dollars (\$1,000,000.00 à \$2,000,000.00) et réduire la valeur au pair des actions de la Compagnie de cent dollars à cinq dollars (\$100.00 à \$5.00) chacune, de façon à ce que le capital autorisé de la Compagnie se compose à l'avenir de quatre cent mille (\$400,000) actions d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune;

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

Notice is hereby given that "Industrial Life Insurance Company" will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to obtain the adoption of a law amending its charter for the following purposes, namely:

1. To increase the authorized capital of the Company from one million dollars to two million dollars (\$1,000,000.00 to \$2,000,000.00) and reduce the par value of the shares of the Company from one hundred dollars to five dollars (\$100.00 to \$5.00) each, in order that the authorized capital of the Company shall henceforth be composed of four hundred thousand (400,000) shares of a par value of five dollars (\$5.00) each;

2° Pour augmenter et préciser les pouvoirs de la Compagnie;

3° Pour préciser les droits et pouvoirs des actionnaires et des détenteurs de police participante respectivement, sur toute matière ayant trait à l'administration de la Compagnie;

4° Pour refondre la charte de la Compagnie.

5° Et pour d'autres fins.

Sillery, Québec, 22 novembre 1956.

L'INDUSTRIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE
SUR LA VIE.

Par le Président,
GÉRARD FAVREAU.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

43780-48-4-o

2. To increase and specify the powers of the Company;

3. To specify the powers of the shareholders and participating policyholders respectively, on all matters concerning the management of the Company.

4. To revised the Charter of the Company.

5. And for other purposes.

Sillery, Quebec, November 22nd, 1956.

INDUSTRIAL LIFE INSURANCE COMPANY.

Per: GÉRARD FAVREAU,
President.

ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

43780-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Pointe-Claire", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 1 George V, (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pour établir le terme de trois ans pour le Maire et les Échevins; fixer l'élection du Maire et des Échevins; à une seule date; prolonger le terme des échevins occupant les sièges 1, 3 et 5 au premier février 1958; fixer un minimum pour le salaire annuel du gérant; fixer la valeur nette des biens-fonds des candidats à la charge de Maire et d'Échevins à \$2,000.00; permettre au Conseil d'employer des experts pour aider les estimateurs; faire le rôle d'évaluation sur des feuilles volantes; répartir le coût d'installation des systèmes d'éclairage, soit suivant l'étendue en front des immeubles ou de leur superficie; amender l'article 3 de la Loi 8 George V, chapitre 92 pour imposer aux propriétaires riverains le coût d'une conduite de 10 pouces; pouvoir d'exempter la machinerie et accessoires pour fins de taxation; pouvoir de règlement l'usage des lots pour fins de construction et d'établissement d'industries; imposer une taxe spéciale sur les immeubles appartenant aux fabriques ou corporations religieuses avec leur permission; pouvoir d'acquérir certains immeubles de gré à gré pour fins d'urbanisme; répartir le coût des travaux demandés par requête soit en raison du front ou de la superficie des immeubles; fixer à cinquante le nombre d'électeurs qui peuvent demander le vote sur un règlement d'emprunt; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 22 novembre 1956.

Les Procureurs de la Ville
de Pointe-Claire,

LACROIX, VIAU & POUPART.

43781-48-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Pointe-Claire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 1 George V, (second session), Chapter 71, and amendments, for the following matters; to establish a three years term for the Mayor and the Aldermen; to have the election of the Mayor and the Aldermen altogether; to extend the term of the Aldermen for seats 1, 3 and 5 until the first of February 1958; to fix a minimum for the annual salary of the manager; to fix the net value of the real estate for candidates to the charge of Mayor and Aldermen at \$2,000.00; to authorize the Council to hire experts to assist the assessors; to have the valuation roll made on index-cards; to have the cost of lighting system installation divided either according to the frontage or the area; to amend Section 3 of Act 8 George V, Chapter 92 to levy on the bordering proprietors the cost of a ten inches pipe; to have the power to exempt the machineries and accessories from taxation; to regulate the use of lots for the construction and the operation of industries; to levy a special tax on immovables belonging to fabrics or religious corporations with their permission; to acquire by private sale, immovables for town planning purposes; to divide, according to the frontage or the area, the cost of works requested by petition; to fix at fifty the number of electors who may request a vote on a borrowing by-law.

Montreal, November 22, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for petitioner for the city
of Pointe-Claire.

43781-48-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Tracy s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte pour les fins suivantes:

1. Création d'une commission dans le but de promouvoir les intérêts industriels de la ville;

2. Création d'une commission d'urbanisme;

3. Obtention de pouvoirs concernant l'aide aux sociétés artistiques, scientifiques, religieuses et sportives;

4. Amendements concernant la juridiction des constables;

5. Réglementation concernant les permis.

Sorel, ce 22 novembre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
COURNOYER, CARDIN & GAUTHIER.

43782-48-4-o

Public notice is hereby given that the town of Tracy will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To appoint a commission with the object of furthering the industrial interests of the town;

2. To appoint a town-planning commission;

3. To obtain powers in order to assist artistic, scientific, religious and sports associations;

4. Amendments respecting the jurisdiction of constables;

5. Regulations concerning permits.

Sorel, November 22, 1956.

COURNOYER, CARDIN & GAUTHIER,
Attorneys for petitioner.

43782-48-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de Repentigny, dans le comté de L'Assomption, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville de Repentigny" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer un fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; amender tout règlement d'aqueduc; réglementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'égout et d'eau; exempter l'imposition de machineries et accessoires; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs et pour autres fins.

Montréal, le 22 novembre 1956.

Les Procureurs de la requérante.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,

43804-48-4-o

BÉLANGER & PAGÉ.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of Repentigny, county of L'Assomption, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town of Repentigny" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to adopt a by-law concerning the curfew; to constitute a wording fund; to regulate the building permits; to limit the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate any by-law on waterworks; to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers; to exempt the taxation of machinery and accessories; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers and for other purposes.

Montreal, November 22nd, 1956.

COUSINEAU, LAGANIÈRE,

BÉLANGER & PAGÉ,

43804-48-4-o

Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Maurice Pollack Realty Company Limited s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de reconnaître son titre de propriété sur un terrain faisant partie d'une ruelle, borné par les lots 1130, 1131, 1133, 1134, 1135 et 1136 du cadastre officiel pour le quartier St-Antoine de la cité de Montréal.

43805-48-4-o

Le Président,
S. L. POLLACK.

Public notice is hereby given that Maurice Pollack Realty Company Limited will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the adoption of an Act for the purpose of proving his title at to ownership of a plot of land forming part of a lane, bounded by lots 1130, 1131, 1133, 1134, 1135 and 1136 of the official cadastre for the St-Antoine Ward of the City of Montreal.

43805-48-4

S. L. POLLACK,
President.

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Company, corporation légalement constituée en vertu de la Loi de la Législature de la province de Québec, 55-56 Victoria, chapitre 79, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi destinée à augmenter le nombre de ses directeurs, à autoriser la fusion de Barclays Trust Company of Canada avec la pétitionnaire, et à déterminer les conditions et les conséquences de cette fusion.

Montréal, le 23 novembre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,

43807-48-4-o

GASTON POULIOT.

Public notice is hereby given that The Royal Trust Company, a corporation legally incorporated by an Act of the Legislature of the Province of Quebec, being the Act 55-56 Victoria, chapter 79, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to increase the number of its directors, to authorize its amalgamation with Barclays Trust Company of Canada and to establish the conditions of such amalgamation and the results flowing therefrom.

Montreal November 23rd, 1956.

GASTON POULIOT,

43807-48-4-o

Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné qu'un groupe de contribuables propriétaires du village de Price, dans le comté de Matane, s'adressera à la Législature, à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi autorisant à fixer pour une période de cinq années le montant de taxes payables par la Cie Price Bros. Ltd et la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, pour fins municipales et scolaires, sur les immeubles imposables qu'elles possèdent dans ladite municipalité.

Mont-Joli, ce 27 novembre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,

43813-48-4-o

RHEAULT & CARLE.

Public notice is hereby given that a group of ratepayers property owners of the village of Price, in the county of Matane, shall apply to the Legislature, at its present session, praying for the adoption of an act to authorize the determining, for a period of five years, the amount of taxes payable by Price Bros. Ltd and La Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent, for municipal and school purposes, on the taxable immoveables possessed by such companies within the municipality.

Mont-Joli, November 27th, 1956.

RHEAULT & CARLE,

43813-48-4-o

Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi en vue de créer au sein de la Commission un poste de Vice-président, et en vue d'autoriser la Commission à exercer de nouveau, pour une période additionnelle de cinq années, les pouvoirs d'imposition autorisés par l'article 3 du chapitre 75 de la loi 13 George VI, et pour d'autres fins.

Montréal, le 23 novembre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43806-48-4-o GASTON POULIOT.

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to authorize the Commission to appoint a Vice-President and to determine his duties; to authorize the Commission to exercise for an additional period of five years the taxation powers granted by 13 George VI, chapter 75, section 3, and for other purposes.

Montreal, November 23rd, 1956.

GASTON POULIOT,
43806-48-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui modifient, en sus des matières décrites à l'avis du 26 octobre 1956, sur les matières suivantes: amender l'article 522 de la Loi des cités et villes, tel qu'amendé pour la ville, concernant les terres en culture et pour autres fins.

Montréal, le 27 novembre 1956.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
43814-48-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the town of LaSalle will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 2 George V, chapter 73 and amendments, in addition to the purposes described in the notice of October 26, 1956, for the following purposes: to amend section 522 of the Cities and Towns Act, as amended for the town, concerning lands under cultivation and for other purposes.

Montreal, November 27, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
43814-48-4-o Attorneys for the town of LaSalle.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi accordant auxdites municipalités scolaires:

a) le pouvoir de numéroté les sièges de chacun des commissaires et du président de leurs écoles respectives sans pour cela que la municipalité soit divisée pour fins de vote;

b) de plus amples pouvoirs relativement aux instituteurs, pendant l'année scolaire;

c) l'autorisation d'accorder et de payer des frais de représentation au président et aux commissaires desdites commissions scolaires.

Chicoutimi, le 30 novembre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
43851-49-4-o ALBERT DUMONTIER.

Public notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the village of Bagotville in the county of Chicoutimi, and The school commissioners for the municipality of the town of Chicoutimi-North, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its present session for the adoption of an act for the following purposes:

a) to grant the power to number the seat of each commissioner and of the chairman of the respective school boards without division of the municipality for voting purposes;

b) to grant additional powers with respect to teachers during the school year;

c) to grant representation costs to the chairman and to the commissioners of each school board.

Chicoutimi, 30th November 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43851-49-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est présentement donné que la cité de Dorval, dans la circonscription électorale de Jacques-Cartier, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session pour l'adoption d'une loi modifiant l'article 13 de la loi 14 George VI, chapitre 120; modifiant l'article 11 de la loi 2-3 Elisabeth II chapitre 97, modifiant l'article 138 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de 1941, chapitre 2); modifiant l'article 426 de la Loi des cités et villes; modifiant l'article 1 de la loi 3-4 Elisabeth II, chapitre 83; modifiant l'article 17 de la loi 2-3 Elisabeth II, chapitre 97; établissant un régime spécial des cotisations des travaux d'aqueduc et d'égouts; modifiant l'article 4 de la loi 4-5 Elisabeth II, chapitre 97; modifiant l'article 432 de la Loi des cités et villes; et demandant l'annexion d'un territoire de la municipalité de Côte-de-Liesse.

Montréal, 11 décembre 1956.

L'Avocat de la pétitionnaire,
43913-50-4-o GUY PAGER.

Public notice is hereby given that the city of Dorval, in the electoral division of Jacques-Cartier, shall present a petition to the Legislative bodies of the Province of Quebec during their present session, for the adoption of an act modifying section 13 of the act 14, George VI, chapter 120; modifying section 11, of the act 2-3 Elisabeth II, chapter 97; modifying section 138 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of 1941, chapter 2); modifying section 426 of the Cities and Towns Act; modifying section 1 of the act 3-4 Elisabeth II, chapter 83; modifying section 17 of the act 2-3 Elisabeth II, chapter 97; the establishment of a special system for the assessments of waterworks and sewers; modifying section 4 of the act 4-5 Elisabeth II, chapter 97; modifying section 432 of the Cities and Towns Act; and requesting the annexation of a territory of the municipality of Côte-de-Liesse.

Montreal, December 11, 1956.

GUY PAGER,
43913-50-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Commission scolaire du village de Delson dans le comté de Laprairie, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en se joignant au bill de la municipalité du village de Delson pour obtenir le même territoire que celui demandé par le village de Delson et ainsi demander l'annexion à son territoire des lots et parties de lots suivants: partie des lots 26, 25, 24, 23, 22, 21, le lot N° 20, le lot N° 19, partie du lot 18, le lot N° 17, partie du lot 16, partie du lot 120, les lots 124, 125, 126, 127, 128, partie du lot 410, partie des lots 251, 250, 249, 248, partie des lots 152, 151, 150, du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Saint-Constant, et situés dans la municipalité scolaire de Saint-Constant, et les lots 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599 et 600 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie et situés dans la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie.

Montréal, le 11 décembre 1956.

Les procureurs de la requérante,
43917-50-4-o MONETTE ET FILION.

Notice is hereby given that the Delson village school board, Laprairie county, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, in joining in the bill of the municipality of the village of Delson in order to obtain the same territory demanded by the village of Delson and thus to ask the annexion to its territory of the following lots and parts of lots: Part of lots 26, 25, 24, 23, 22, 21, lot No. 20, lot No. 19, part of lot No. 18, lot No. 17, part of lot 16, part of lot 120, lots numbers 124, 125, 126, 127, 128, part of lot 410, part of lots 251, 250, 249, 248, part of lots 152, 151, 150, of the official cadastre of the parish of Saint-Constant and situated in the school municipality of Saint-Constant, and lots numbers 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599 and 600 of the official cadastre of the parish of Laprairie and situated in the school municipality of the parish of Laprairie.

Montreal, December 11, 1956.

MONETTE AND FILION,
43917-50-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le "Comité de réalisation de la Cité-Jardin" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Les lots 10, 59, 178, 179, 180, 181 et 182 du lot originaire 186 du cadastre du village de la Côte-de-la-Visitation sont déclarés libres de toute servitudes de passage ou autre résultant de la destination du père de famille par suite du dépôt au bureau d'enregistrement de Montréal du plan de subdivision, et ce nonobstant toute loi ou convention à ce contraire.

Montréal, 10 décembre 1956.

Le Procureur du Pétitionnaire,
43893-50-4-o YVES LAURIER, C.R.

Public notice is hereby given that the "Comité de réalisation de la Cité-Jardin" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act for the following purposes:

To have the lots 10, 59, 178, 179, 180, 181 and 182 of the original lot 186 of the cadastre of village de la Côte-de-la-Visitation declared free and clear of all servitude, being that of the right of way or any other one resulting from the destination made by the then proprietor following the deposit of the subdivision plan at the registry office, the whole notwithstanding any law or convention to the contrary.

Montreal, December 10th, 1956.

YVES LAURIER, Q.C.,
43893-50-4-o Attorney for Petitioner.

VILLE DE GATINEAU

Avis est par les présentes donné que la ville de Gatineau s'adressera à la législature de la Province de Québec, durant la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa charte pour les fins suivantes:

1. Pour autoriser la ville de Gatineau d'adopter un règlement soumis par referendum pour fixer un salaire au maire et aux échevins;

2. Pour fixer une évaluation aux compagnies suivantes: Canadian International Paper Company, Masonite Company of Canada Limited, International Fibre Board Limited, International Plywood Limited;

3. Pour autoriser la ville de Gatineau à fournir les services d'égoûts et d'aqueduc à une école de la Commission Scolaire St-Jean-Vianney de Gatineau, construite hors des limites de la ville de Gatineau.

Gatineau, ce 5e jour de décembre 1956.

Le Maire,
ÉLOI BARIBEAU.
Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Contresigné:

Le Procureur de la ville de Gatineau,
43894-50-4-o LIONEL MOUGEOT.

TOWN OF GATINEAU

Notice is hereby given that the town of Gatineau will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to obtain the adoption of a special law, amending its charter for the following purposes;

1. To authorize the town of Gatineau to adopt a by-law by referendum to fix a salary for the mayor and members of the Municipal Council;

2. To set an assessment for the following companies: Canadian International Paper Company, Masonite Company of Canada Limited, International Fibre Board Limited, International Plywood Limited;

3. To authorize the town of Gatineau to extend the water and sewers services to a school, property of the School Commission of St-Jean-Vianney of Gatineau, said school being built outside the limit of the town of Gatineau.

Gatineau, this 5th day of December 1956.

ÉLOI BARIBEAU,
Mayor.
LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Countersigned:

LIONEL MOUGEOT,
43894-50-4-o Attorney for the town of Gatineau.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

AVIS

Concernant la ville de Port-Alfred

Conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 521 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), le ministre des Affaires municipales donne avis, par les présentes, qu'en date du 6 décembre 1956, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter l'arrêté en conseil N° 1222, dont le paragraphe 1° se lit comme suit:

"Sous l'autorité de l'article 521 de la Loi des cités et villes et conformément à une demande faite par une résolution du conseil adoptée le 5 novembre 1956, le conseil municipal de la ville de Port-Alfred est autorisé à fixer à \$2.50 par \$100.00 d'évaluation, pour l'exercice financier du 1er juillet 1956 au 31 décembre 1957, le taux de la taxe foncière à être payée par les propriétaires de biens-fonds imposables de ladite ville;"

Québec, le 6 décembre 1956.

Le Ministre des Affaires municipales,
43892-o PAUL DOZOIS.

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1222 du 6 décembre 1956 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le règlement N° 228 du conseil municipal de la ville de Beauport et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Beauport-Ouest, comté de Québec, et annexé à la ville de Beauport;

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Beauport-Ouest, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Beauport, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelle, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 548 et 554 avec le côté sud-ouest de la rue seigneuriale; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ledit côté sud-ouest de la rue seigneuriale en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne du lot 581; ledit prolongement et ladite ligne nord du lot 581; le prolongement de ladite ligne nord du lot 581 dans le lot 592 sur une longueur de 572 pieds anglais jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de 80 pieds anglais de la ligne nord du lot 592; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 581 et 592 en allant vers le sud jusqu'à un point à une distance perpendiculaire de trois arpents et demi ($3\frac{1}{2}$) au nord de l'avenue des Cascades; puis suivant les limites actuelles de la ville de Beauport en passant par une ligne irrégulière se maintenant à la distance de trois arpents et demi ($3\frac{1}{2}$) au nord de l'avenue des Cascades jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des lots 548 et 554 et enfin cette dernière ligne en allant vers le nord jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
43892-o PAUL DOZOIS.

NOTICE

Concerning the town of Port-Alfred

Pursuant to the provisions of the last paragraph of section 521 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Minister of Municipal Affairs gives notice by these presents, that under date of December 6th, 1956, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to adopt Order in Council No. 1222, of which the first paragraph reads as follows:

"Under the authority of section 521 of the Cities and Towns Act and pursuant to a request made by resolution of the Council adopted on November 5th, 1956, the Municipal Council of the town of Port-Alfred is authorized to fix at \$2.50 per \$100.00 the valuation, for the fiscal period from July 1st, 1956 to December 31, 1957, the rate of ground tax to be paid by the property-owners of immoveable property liable to levy in the said town;"

Québec, December 6th, 1956.

PAUL DOZOIS,
43892 Minister of Municipal Affairs.

Notice is hereby given that, by Order in Council number 1222 under date of December 6, 1956, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1941, chap. 233), His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to authorize by-law No. 228 of the Municipal Council of the town of Beauport and to enact that, as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and described hereinunder is detached from the Municipality of Beauport-West, county of Quebec, and annexed to the town of Beauport:

A territory presently forming part of the municipality of Beauport-West, comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Beauport, lots or parts thereof and their subdivisions both present and future, as well as the roads, streets, lanes, streams or parts thereof situated within the following boundaries, to wit: commencing at the point of intersection of the line dividing lots 548 and 554 from the south-westerly side of the Seigniorial Street; thence, successively, the following lines and demarcations: the said south-westerly side of the Seigniorial street in a north-westerly direction as far as the prolongation of the line of lot 581; said prolongation and said northerly line of lot 581; the prolongation of the said northerly line of lot 581 in lot 592 along a length of 572 English feet, as far as a point at a perpendicular distance of 80 English feet from the northerly line of lot 592; a line parallel to that dividing lots 581 and 592 southwards as far as a point at a perpendicular distance of three arpents and a half ($3\frac{1}{2}$) to the north of des Cascades Avenue; thence along the present limits of the town of Beauport passing by an irregular line maintained at the said distance of three arpents and a half ($3\frac{1}{2}$) north of des Cascades Avenue as far as its intersection with the dividing line of lots 548 and 554 and finally the latter line in a northerly direction as far as the point of commencement.

PAUL DOZOIS,
43892 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 9-56A
(Région de Hull)

Order No. 9-56A
(Region of Hull)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-
vince de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Séance du mardi, 4 décembre 1956, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, December 4th, 1956, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphon-
se Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal adviser.

ATTENDU QUE la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte
de la valeur du produit, des conditions de sa pro-
duction, de sa manipulation, de sa livraison et
des conditions des divers marchés locaux, de façon
à sauvegarder les intérêts des producteurs-four-
nisseurs, des marchands de lait, des distributeurs
de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products, and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Hull.

1. The present Order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Hull.

2° La région de Hull comprend la cité de
Hull, les villes d'Aylmer, Gatineau et Bucking-
ham, les villages de Deschênes, Pointe-à-Gati-
neau, Angers, Masson et Templeton, ainsi que
la partie est du canton de Hull, la partie sud du
canton de Hull et la partie ouest du canton de
Hull.

2. The region of Hull includes the city of
Hull, the towns of Aylmer, Gatineau and Buck-
ingham, the villages of Deschênes, Pointe-à-
Gatineau, Angers, Masson and Templeton, as
well as the east part of the township of Hull,
the south part of the township of Hull and the
west part of the township of Hull.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopé-
ratives et les syndicats coopératifs doivent payer
à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci,
\$4.70 F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

3. Milk dealers, cooperative societies and coo-
perative syndicates must pay to their produ-
cers-suppliers for each hundred pounds of milk
which they receive from them, \$4.70 F.O.B.
business place of said dealer.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se
fera sur une base de 3.5% de matières grasses;

The payment of milk to the producers-suppliers
shall be made on a basis of 3.5% butterfat;

a) plus une prime de trois cents par cent li-
vres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus
de ce pourcentage.

a) A premium of three cents a hundred pounds
of milk shall be added for each tenth of 1% over
this percentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent li-
vres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous
de ce pourcentage.

b) A deduction of three cents a hundred pounds
of milk shall be made for each tenth of 1%
below this percentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la
présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites
de ladite région de Hull offrir, vendre ou livrer
du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine
et 21½ cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 of the present
Order, no person shall, within the limits of said
region of Hull offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 12 cents a pint and 21½ cents a quart.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une
cantine militaire, à un marchand ou à tout autre
établissement de commerce à des prix inférieurs à
6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 20 cents
la pinte et en bidon 76 cents le gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to
a grocery, a restaurant, a hotel, a military can-
teen, a dealer or to any other business establish-
ment at prices inferior to 6 cents a half-pint,
11 cents a pint, 20 cents a quart and in bulk
76 cents a gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
en bidon aux institutions de charité et aux hôpi-
taux à un prix inférieur à 74 cents le gallon. Ces
institutions auront le privilège d'acheter le lait
en bouteille aux prix fixés pour le commerce du
gros, soit: 11 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in
bulk to charitable institutions or to hospitals at
a price inferior to 74 cents a gallon. Those ins-
titutions will have the privilege of buying bottled
milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint
and 20 cents a quart.

7° Nul marchand de lait, société coopérative

7. No milk dealer, cooperative society or coo-

ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 66 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 9-56 et entrera en vigueur le 16 décembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43891-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 37-56
(Région du Bas-St-Laurent)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, 11 décembre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la zone du Bas St-Laurent.

2° La zone du Bas St-Laurent comprend le comté de Matapédia; la cité de Rivière-du-Loup; les villes de Matane, Mont-Joli, Rimouski et Trois-Pistoles; les villages de Bic, L'Isle-Verte, Price, Rimouski-Est et Ste-Félicité; les paroisses de Ste-Cécile-du-Bic, St-Jérôme-de-Matane, Ste-Odile-sur-Rimouski, St-Robert et St-Fabien; ainsi que la municipalité de Nazareth.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement

perative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 66 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order No. 9-56 and shall come into force on December 16th, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43891-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 37-56
(Region of Lower St. Lawrence)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 11th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the zone of Lower St. Lawrence.

2. The zone of Lower St. Lawrence includes the county of Matapédia; the city of Rivière du Loup; the towns of Matane, Mont Joli, Rimouski and Trois Pistoles; the villages of Bic, L'Isle Verte, Price, Rimouski East and St. Félicité; the parishes of St. Cécile du Bic, St. Jérôme de Matane, St. Odile sur Rimouski, St. Robert and St. Fabien; and also the municipality of Nazareth.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$4.59 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General

obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Cemarmand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait transformé.

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite zone du Bas St-Laurent offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 7-55, 37-55, 37-55A et 37-55B, et entrera en vigueur le 16 décembre 1956.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43891-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 43-56
(Région de Montmagny)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, 11 décembre 1956, tenue au

of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceding month:

- a) Total quantity of milk received;
- b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) Quantity of milk used for other purposes;
- d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) Price paid milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present order, no person shall, within the limits of said zone of the Lower St. Lawrence offer, sell or deliver milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 11 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders Nos. 7-55, 37-55, 37-55A, and 37-55B, and shall come into force on December 16th, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43891-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 43-56
(Region of Montmagny)

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, December 11th, 1956,

bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2° La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$4.40 F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18 cents la pinte et en bidon 70 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 68 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 58 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½ cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 43-51, et entrera en vigueur le 1er janvier 1957.

held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint-Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Montmagny offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18 cents a quart and in bulk 70 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 68 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 10 cents a pint and 18 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5½ cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order No. 43-51, and shall come into force on January 1st, 1957.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé

The Secretary of said Commission is charged

de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43891-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43891-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 53-Sp-III-A
(Re: Charges pour contenants)

Order No. 53-Sp-III-A
(Re: Charges for containers)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 11 décembre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, December 11th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'ordonnance N° 53-Sp-III du 15 septembre 1953 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 septembre 1953 est modifiée en ajoutant, à la fin de l'article 2, le sous-paragraphe suivant:

1. Order No. 53-Sp-III of September 15th, 1953, published in the *Quebec Official Gazette* of September 19th, 1953, is hereby amended by adding, to the end of Article 2, the following sub-paragraph:

c) Si le contenant est un bidon destiné aux fontaines de lait, une charge de huit cents pour le boyau de raccordement fourni avec chaque bidon.

c) If the container is a can adaptable to milk dispensers, a charge of eight cents for the connecting tube supplied with each can.

2° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° B-42 du 18 février 1942 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. The present Order cancels Order No. B-42 of February 18th, 1942 and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43891-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43891-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 72-56
(Région de Beaupré)

Order No. 72-56
(Region of Beaupré)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 11 décembre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, December 11th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauré.

2° La région de Beauré comprend les villages de Beauré, Ste-Anne-de-Beauré et la paroisse de Ste-Anne-de-Beauré.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de deux-ci, \$4.24 F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauré offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 55 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

9° La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 72-53, et entrera en vigueur le 1er janvier 1957.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43891-o

WHEREAS since prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauré.

2. The region of Beauré includes the villages of Beauré, Ste-Anne-de-Beauré and the parish of Ste-Anne-de-Beauré.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, \$4.24 F.O.B. business place of said dealer:

4. Save the provisions of articles 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Beauré offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17 cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 55 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

9. The present Order cancels Order No. 72-53, and shall come into force on January 1st, 1957.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43891-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 83-56
(Région de Murdochville)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 11 décembre 1956, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphon-
se Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r.,
conseiller juridique.

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte
de la valeur du produit, des conditions de sa
production, de sa manipulation, de sa livraison
et des conditions des divers marchés locaux, de
façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-
fournisseurs, des marchands de lait, des distri-
buteurs de produits laitiers et des consomma-
teurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans la ville de Murdochville,
dans le district électoral de Gaspé-Nord;

2° Sauf les dispositions de l'article 3 de la pré-
sente ordonnance, nul ne peut, dans les limites
de ladite région de Murdochville offrir, vendre ou
livrer du lait à des prix inférieurs à 13 cents la
chopine et 24 cents la pinte.

3° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à
une cantine militaire, à un marchand ou à tout
autre établissement de commerce à des prix infé-
rieurs à 12 cents la chopine, 23 cents la pinte et
en bidon 84 cents le gallon.

4° La présente ordonnance annule l'ordonnan-
ce N° 83-55, et entrera en vigueur le 16 décembre
1956.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé
de la publication de la présente ordonnance dans
la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

43891-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 83-56
(Region of Murdochville)

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 11th, 1956,
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Char-
trand and Walter D. Lowe, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A.
Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the town of Murdochville,
in the electoral district of Gaspé-North;

2. Save the provisions of article 3 of the present
Order, no person shall, within the limits of said
region of Murdochville offer, sell or deliver milk
at prices inferior to 13 cents a pint and 24 cents
a quart.

3. No person shall offer, sell or deliver milk to
a grocery, a restaurant, a hotel, a military can-
teen, a dealer or to any other business establish-
ment at prices inferior to 12 cents a pint, 23
cents a quart and in bulk 84 cents a gallon.

4. The present Order cancels Order No. 83-55,
and shall come into force on December 16th,
1956.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

43891-o

Département de l'Instruction Publique

N° 1180-56.

Québec, le 29 novembre 1956.

Demande est faite de changer le nom de la
municipalité scolaire catholique du Village de
Thurso, dans le comté de Papineau, en celui de
"La municipalité scolaire catholique de Thurso,
dans le comté de Papineau".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43854-49-2-o O. J. DÉSALNIERS.

Department of Education

No. 1180-56.

Quebec, November 29th, 1956.

Application is made to change the name of the
Catholic School Municipality of the village of
Thurso, in the county of Papineau, to that of
"The Catholic School Municipality of Thurso, in
the county of Papineau".

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.
43854-49-2

N° 1161-52.

Québec, le 6 décembre 1956.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du village de Labelle, dans le comté de Labelle, tout le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Nativité, même comté, et qui est décrit comme suit: Tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures compris dans les rangs A et J inclusivement du cadastre officiel du canton Joly.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
43895-50-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1161-52.

Québec, December 6, 1956.

Application is made to annex to the School Municipality of the Village of Labelle, in the county of Labelle, all the present territory of the School Municipality of La Nativité, same county, and described as follows: all those lots and parts of lots with their present and future subdivisions included in ranges A to J inclusive, of the official cadastre of the township of Joly.

O. J. DÉSAULNIERS,
43895-50-2 Superintendent of Education.

N° 1217-56.

Québec, le 6 décembre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Marie, dans le comté de Mégantic, les lots 1 à 9-A inclusivement des rangs V et VI du canton Thetford, pour les annexer à la municipalité scolaire de Robertsonville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43896-50-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1217-56.

Quebec, December 6, 1956.

Application is made to detach from the school municipality of Sacré-Cœur-de-Marie, in the county of Megantic, lots 1 to 9-A inclusively of ranges V and VI of Thetford township, to annex them to the school municipality of Robertsonville, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
43896-50-2 Superintendent of Education.

Departement des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village de Acton Vale division d'enregistrement de Bagot.

Avis est par la présente donné que le lot 99, 145 et 146 sont corrigés et le lot 145-A est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 novembre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43889-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the village of Acton Vale registration division of Bagot.

Notice is hereby given that lots 99, 145 and 146 are corrected and lot 145-A is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 20th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
43889-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel du canton de Gendreau, rang sud Gordon Creek division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le mot "ruelle" pour les lots 9-A-7, 9-A-15, 9-A-28, 9-A-29, 9-A-38, 9-A-44, 9-A-54, 9-A-55, 9-A-66, 9-A-72, 10-A-1, 10-A-7, 10-A-15, 10-A-26, 10-A-38, 10-A-46, 10-A-55, 10-A-67, 10-A-72, 11-A-1, 11-A-8, 11-A-13 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 novembre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43889-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the township of Gendreau, range south Gordon Creek registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lot "Lane" for lots 9-A-7, 9-A-15, 9-A-28, 9-A-29, 9-A-38, 9-A-44, 9-A-54, 9-A-55, 9-A-66, 9-A-72, 10-A-1, 10-A-7, 10-A-15, 10-A-26, 10-A-38, 10-A-46, 10-A-55, 10-A-67, 10-A-72, 11-A-1, 11-A-8, and 11-A-13 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 27th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
43889-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel du canton de Letellier (partie du village des Sept-Iles) division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 492 et 493 est annulée et les lots 1311 à 1396 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 novembre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43889-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the township of Letellier (now part of the village of Sept-Iles) registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that part of lots 492 and 493 is cancelled and lots 1311 to 1396 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 28th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
43889-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil, (maintenant partie de la cité de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de Chambly.

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil (now part of the city of Jacques-Cartier) registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 32-602 à 32-628, 32-664 à 32-1126, 34-38 à 34-69, 34-72 à 34-82, 34-166 à 34-196, 34-201 à 34-226, 34-232 à 34-239, 34-241 à 34-244, 34-247 à 34-255, 34-257 à 34-259, 34-268 à 34-289, 34-302 à 34-341, 34-362 à 34-417, 34-436 à 34-470, 34-490 à 34-555, 34-577 à 34-611, 34-613 à 34-616, 34-618 à 34-621 et une partie des lots 32-574, 32-596, 32-580, 34-37, 34-71, 34-88, 34-198, 34-240, 34-256, 34-343, 34-344, 34-345, 34-612, 34-622, 34-418, 34-471 et 34-556 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 32-602 to 32-628, 32-664 to 32-1126, 34-38 to 34-69, 34-72 to 34-82, 34-166 to 34-196, 34-201 to 34-226, 34-232 to 34-239, 34-241 to 34-244, 34-247 to 34-255, 34-257 to 34-259, 34-268 to 34-289, 34-302 to 34-341, 34-362 to 34-417, 34-436 to 34-470, 34-490 to 34-555, 34-577 to 34-611, 34-613 to 34-616, 34-618 to 34-621 and part of lots 32-574, 32-596, 32-580, 34-37, 34-71, 34-88, 34-198, 34-240, 34-256, 34-343, 34-344, 34-345, 34-612, 34-622, 34-418, 34-471 and 34-556 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 27 novembre 1956.

Quebec, November the 27th 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43889-o

43889-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery (cité de Sillery) division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery (city of Sillery) registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 206-51-19 et une partie des lots 206-51-18, 206-51-20, 206-51-111 sont annulés et remplacés par les lots 385 et 386 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 206-51-19 and part of lots 206-51-18, 206-51-20, 206-51-111 are cancelled and replaced by lots 385 and 386 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 26 novembre 1956.

Quebec, November 26, 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43889-o

43889-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Denis division d'enregistrement de Kamouraska.

Official cadastre of the parish of St. Denis registration division of Kamouraska.

Avis est par la présente donné que les lots 307 à 315 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 307 to 315 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 7 novembre 1956.

Quebec, November the 7th 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43889-o

43889-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Louis division d'enregistrement de Kamouraska.

Official cadastre of the parish of St. Louis registration division of Kamouraska.

Avis est par la présente donné que les lots 515 à 535 sont ajoutés en vertu de l'article 2175A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 515 to 535 are added in virtue of Article 2175A of the civil Code.

Québec, le 7 novembre 1956.

Quebec, November the 7th, 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43889-o

43889-o

Departement du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbers,

de plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et de réfrigération, soudeurs en tuyauterie, mécaniciens en tuyauterie, poseurs de brûleurs à l'huile et électriciens, rendue obligatoire par la section "A" du décret numéro 760 du 30 juin 1953 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes à ladite section "A" (article XV-A).

1° Le paragraphe "c" sera remplacé par le suivant:

"c) Salaires:

1. Les taux de salaire minima suivants doivent être payés:

Occupation:	Taux horaires Zones		
	I	II	III
Entrepreneur:			
(services personnels).....	\$2.70	\$2.45	\$2.40
Compagnon senior en plomberie et chauffage.....	1.80	1.65	1.60
Compagnon électricien.....	1.80	1.65	1.60
Compagnon senior en brûleur à l'huile.....	1.80	1.65	1.60
Tout compagnon qualifiant une maison en vertu de sa licence recevra 0.30 de plus que le taux prévu dans le décret.			
Contremaître.....	\$0.10 de plus que lui donne droit son métier.		

Tout contremaître qui doit contrôler trente hommes, soit quinze (15) compagnons et quinze (15) apprentis ou plus, recevra \$0.30 de plus que le taux prévu pour un compagnon dans le décret.

Entrepreneur maître-plombier, maître poseur d'appareils de chauffage, ou maître-électricien, travaillant comme salarié détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance, sauf s'il est appelé au partage des profits:

par semaine.....	\$94.50
par heure.....	2.10

2. Les taux de salaires minima payés aux compagnons junior et aux apprentis sont les suivants:

Occupation:	Taux horaires Zones		
	I	II	III
Compagnon junior en plomberie et chauffage (1 an).....	\$1.65	\$1.50	\$1.45
Apprenti en plomberie et chauffage et Apprenti électricien:			
première année.....	\$0.70		
deuxième année.....	0.85		
troisième année.....	0.95		
quatrième année.....	1.05		
Soudeur en tuyauterie:			
première année.....	0.70		
deuxième année.....	0.85		
troisième année.....	1.05		
Apprenti en brûleurs à l'huile (1 an).....	0.95		

3. Tout ouvrier travaillant pour d'autres que des entrepreneurs dans le sens des paragraphes 1° et 2° est sujet aux conditions de travail de la présente convention.

4. Les salaires précités seront majorés de 0.10 l'heure ou de l'équivalent en date du premier mai 1958, sauf pour les apprentis des diverses catégories où la majoration sera de 0.05.

5. L'employé recevant une rémunération plus élevée que les taux minima, lors de la mise en vigueur des présents amendements, recevra l'augmentation en plus de son salaire actuellement payé.

steamfitters, refrigeration, mechanics, pipe mechanics, pipe welders, oil burner mechanics and electricians, rendered obligatory by Part "A" of the decree number 760 of June 30, 1953, as amended, relating to the construction industry in the region of Québec, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said part "A" (Section XV-A):

1. Subsection "c" will be replaced by the following:

"c) Wages:

1. The minimum wage rates shall be as follows:

Occupation:	Hourly rates Zones		
	I	II	III
Contractor (personal services).....	\$2.70	\$2.45	\$2.40
Plumbing and Heating Senior Journeyman.....	1.80	1.65	1.60
Electrical Journeyman.....	1.80	1.65	1.60
Oil Burner Senior Journeyman.....	1.80	1.65	1.60
Every journeyman whose license qualifies the firm that employs him shall receive \$0.30 more than the rate of the decree.			
Foreman.....	\$0.10 more than the rate of his trade.		

Every foreman in charge of thirty men, consisting of fifteen (15) journeymen and fifteen (15) apprentices or more, shall receive \$0.30 more than the rate of the decree for journeymen.

Contractor master plumber, master steamfitter or master electrician working as licensed employee, whether he uses his tools or acts as foreman or in any other supervisory capacity, except when he shares in the profits:

per week.....	\$94.50
per hour.....	2.10

2. The minimum wage rates payable to junior journeymen and apprentices shall be as follows:

Occupation:	Hourly rates Zones		
	I	II	III
Plumbing, Heating Junior Journeyman (one year).....	\$1.65	\$1.50	\$1.45
Plumbing, Heating and Electrical Apprentice:			
first year.....	\$0.70		
second year.....	0.85		
third year.....	0.95		
fourth year.....	1.05		
Pipe Welding Apprentice:			
first year.....	0.70		
second year.....	0.85		
third year.....	1.05		
Oil Burner Apprentice (one year).....	0.95		

3. Every employee working for persons other than contractors as defined in subsections 1. and 2. shall be subject to the working conditions of the present agreement.

4. The above wage rates shall be increased by 0.10 per hour, or the equivalent thereof, from May 1st, 1958, except for apprentices whose rates shall be increased by 0.05.

5. Employees who receive a remuneration higher than the minimum rates at the time of the coming into force of the present amendments shall also receive the wage increase in excess of the wages actually paid to him.

6. Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur ou un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et défendu s'il représente des taux inférieurs au taux minima de cette convention.

2° L'alinéa 1° du paragraphe "e" sera remplacé par le suivant:

"1° Dans la zone I: Les heures de travail sont de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, le tout constituant une durée maximum de quarante-cinq (45) heures par semaine."

3° Les alinéas 3 et 4 du paragraphe "h" seront remplacés par les suivants:

"3° Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons dans chacun des métiers visés.

4° Dans les cas de mises à pied pour manque de travail, les suspensions seront effectuées en commençant par celui qui a le moins de temps d'effectué dans l'apprentissage. Lors de la reprise du travail, l'employeur doit procéder de la façon inverse en réengageant l'apprenti qui a le plus de temps de service dans le métier.

5° Toutefois, aucun apprenti ayant terminé sa deuxième année d'apprentissage ne peut être congédié, suspendu, ou mis à pied sans que telle action de l'employeur n'ait été soumise au Comité de Grievs et n'ait reçu son approbation.

6° Tout apprenti, en faisant une demande d'emploi chez un employeur, doit présenter un certificat de neuvième année scolaire, au moins.

7° Tout apprenti qui change de catégorie est tenu d'en informer son employeur sur-le-champ. Autrement, il ne touchera pas la différence du salaire prévu."

4° Le paragraphe "p" sera remplacé par le suivant:

"p) Durée:

La présente section entre en vigueur le 1er mai 1957, pour se terminer le 30 avril 1959.

Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de l'année 1959 ou de toute autre année subséquente."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 décembre, 1956. 43918-o

6. Any agreement entered into between an employer or a contractor and one or more employees on a piece-work or job basis or for a fixed price shall be null and forbidden if it stipulates rates lower than the minimum ones established herein.

2. Paragraph 1. of subsection "e" will be replaced by the following:

"1. In Zone I: The work day shall consist of nine (9) hours distributed between 7.00 a.m., and 6.00 p.m. from Monday to Friday inclusive; the work week shall consist of a maximum of forty-five (45) hours of work."

3. Paragraphs 3 and 4 of subsection "h" will be replaced by the following:

"3. The number of apprentices with any employer and on each job shall not exceed the number of journeymen in each trade hereby governed.

4. In the event of suspensions caused by lack of work, such suspensions shall be made by order of seniority and the said seniority shall also be observed when the time comes to take the apprentices back.

5. However, no apprentices who has completed his second year of apprenticeship may be dismissed, suspended or discharged before the case be submitted to and approved by the Grievance Committee.

6. Every apprentice, when applying for employment, shall produce a school certificate of the ninth year at least.

7. Every apprentice who changes categories shall notify his employer at once. Otherwise, he will not receive the difference in wages provided in the decree."

4. Subsection "p" will be replaced by the following:

"p) Duration:

The present part shall come into force on May 1st, 1957, and shall expire on April 30th, 1959.

Thereafter, it shall renew itself automatically from year to year unless any one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to April 30th of the year 1959, or of any subsequent year."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 15, 1956. 43918-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease hereafter to maintain sections of roads hereinafter described because they have become useless for traffic purposes.

Route N° 19, Trois-Rivières — Grand'Mère — La Tuque.

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Champlain;

Une section de 520 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P-493; une section de 780 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 311.

Route N° 22, Yamaska — Drummondville — Sherbrooke — Stanhope.

Dans la municipalité du Canton d'Ascot, comté de Sherbrooke;

Une section de 190 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot 6-M; une section de 270 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 6-D; une section de 380 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 6-N.

Route N° 49, Black Lake — St-Pierre les Becquets.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Pierre-Baptiste, comté de Mégantic;

Une section de 550 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 817.

Québec, le 5 décembre 1956.

Le Ministre de la Voirie,
43890-o ANTONIO TALBOT.

Route No. 19, Trois-Rivières — Grand-Mère — La Tuque.

In the Municipality of the parish of Notre-Dame-Mont-Carmel, County of Champlain.

A section of 520 feet to the southwest of the new highway, on or facing lot No. P-493; a section of 780 feet to the southwest of the new highway, on or facing lot No. 311.

Route No. 22, Yamaska — Drummondville — Sherbrooke — Stanhope.

In the municipality of the township of Ascot, county of Sherbrooke;

A section of 190 feet to the north of the new highway, on or facing lot 6-M; a section of 270 feet south of the new highway, on or facing Lot No. 6-D; a section of 380 feet north of the new highway, on or facing lot No. 6-N.

Route No. 49, Black Lake — St. Pierre les Becquets.

In the municipality of the parish of St. Pierre-Baptiste, county of Megantic;

A section of 550 feet to the southwest of the new highway, on or facing lot No. 817.

Quebec, December 5th, 1956.

ANTONIO TALBOT,
43890 Minister of Roads.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARRFAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE ET À L'EXERCICE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY AND PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Tucci.....	Sergio	31	Montréal	Université de Rome, Italie.

Montréal, 5 décembre — December 5, 1956.

43909-o

Le Secrétaire,
KENNETH C. MACKAY,
Secretary.

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE OF REGISTRATION

Attendu que "The Travelers Fire Insurance Company", dont le siège social est situé à Hartford, État de Connecticut, États-Unis d'Amérique, a été fusionné par "The Travelers Indemnity Company", dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un acte de fusion en date du 29 octobre 1956, et qui prendra effet le 31 décembre 1956;

Attendu que "The Travelers Indemnity Company", la corporation subsistante, est dument autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Attendu que "The Travelers Fire Insurance Company" s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "The Travelers Fire Insurance Company" seront annulés à compter du 31 décembre 1956.

Whereas "The Travelers Fire Insurance Company", whose head office is situate in Hartford, State of Connecticut, United States of America, has been merged into "The Travelers Indemnity Company", whose head office is situate in Hartford, State of Connecticut, United States of America, under an agreement of merger dated October 29, 1956, and that will take effect on the 31st of December 1956;

Whereas "The Travelers Indemnity Company", a company duly authorized to do business in this Province, is the resulting corporation;

Whereas "The Travelers Fire Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Travelers Fire Insurance Company" is cancelled as from the 31st of December 1956.

Donné au bureau du Service des Assurances,
Ministères des finances, le 10 décembre 1956.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance on the December 10th,
1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des Assurances.

43897-50-2-o

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

43897-50-2-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God of the United Kingdom, Canada and Her
other Realms and Territories, Queen, Head of
Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

Salut.

To all to whom these present letters shall
come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur { ATTENDU que, con-
général, formément aux dis-
C. E. CANTIN. positions de la Loi du
cadastre, (Statuts refon-
dus 1941, chapitre 320), l'honorable Ministre des
terres et forêts de Notre province de Québec a
fait préparer, sous sa direction, des plans et livres
de renvoi pour chacune des localités désignées
ci-dessous et comprises dans l'une des divisions
d'enregistrement suivantes:

a) *Division d'enregistrement d'Abitibi*: Partie
du canton de Hébecourt, comprenant tous les
lots du Rang A.

b) *Division d'enregistremet d'Abitibi*: Partie du
canton de Bousquet, comprenant tous les lots du
Rang A.

c) *Division d'enregistrement de Ste-Anne-des-
Monts*: Partie du canton de Holland, comprenant
les Blocs 11 à 15.

d) *Division d'enregistrement de Témiscamingue*:
Partie du canton de Dufay, comprenant tous les
lots du Rang B.

ATTENDU QUE ces plans et livres de renvoi font
maintenant partie des archives du département
des terres et forêts, et qu'une copie exacte en a
été déposée au bureau des divisions d'enregistre-
ment concernées;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'ar-
ticle 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu
d'annoncer, par une proclamation du Lieutenant-
gouverneur en conseil, le dépôt de ces plans et
livres de renvoi officiels et de fixer, en même
temps, la date où les dispositions de l'article 2168
du Code civil viendront en vigueur pour chacune
des localités désignées ci-dessus;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de
Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret
en date du 21 novembre 1956, portant le numéro
1178,

Nous donnons avis du dépôt de ces plans et
livres de renvoi officiels pour chacune des localités
ci-dessus désignées et Nous fixons à la date de la
publication de la présente proclamation dans la
Gazette officielle de Québec, le jour auquel les dis-
positions de l'article 2168 du Code civil devien-
dront en vigueur relativement à chacune de ces
localités;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine
de perdre la priorité conférée par le Code civil, à

C. E. CANTIN, { WHEREAS in accordance
Deputy Attorney with the provisions of
General. the Cadastre Act, (Revised
Statutes 1941, chapter 320),
the Honourable the Minister of Lands and Forests
of Our Province of Quebec has caused to be pre-
pared, under his superintendence, a plan and
book of reference for each locality designated
hereinunder and included in one of the following
registration divisions:

a) *Registration Division of Abitibi*: Part of the
township of Hébecourt, including all lots of
range A.

b) *Registration Division of Aibitibi*: Part of
the township of Bousquet, including all lots in
range A.

c) *Registartion Division of St. Anne-des-Monts*:
Part of the township of Holland, including Blocks
11 to 15.

d) *Registration Division of Témiscamingue*:
Part of the township of Dufay, including all lots
in range B.

WHEREAS said plans and books of reference
now form part of the archives of the Department
of Lands and Forests, and that a true copy has
been deposited in the office of the registration
divisions concerned;

WHEREAS in accordance with article 2169 of
the civil code, it is now advisable to declare by a
proclamation from the Lieutenant-Governor in
council, that the said plans and book of reference
have been deposited, fixing at the same time the
day on which the provisions of article 2168 of
the civil code shall come into force in each of the
localities designated hereinabove;

THEREFORE with the advice and consent of
Our Executive Council, expressed in a decree
dated November 21, 1956, bearing number 1178.

We give notice of the deposit of said official
plans and books of reference for each of the
localities hereinabove designated and We fix the
date of publication of this Proclamation in the
Quebec Official Gazette as the day on which the
provisions of article 2168 of the civil Code shall
come into force respecting each of the said lo-
calities;

We invite all interested parties, under pain of
losing the priority granted by the civil code, to

renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans chacune de ces localités et dans leurs divisions d'enregistrement respectives.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-six de l'ère chrétienne et la cinquième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
43871-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN. **A**TTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Stanstead-Est, dans le comté municipal de Stanstead, et de l'annexer à la municipalité du village de Rock-Island, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1956, portant le numéro 1186, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Stanstead comprenant en référence au cadastre officiel pour ledit canton les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes à savoir: partant du point d'intersection de la ligne internationale province de Québec — État de Vermont; de là, successivement, la ligne ouest du lot 924 (limite actuelle du village de Rock-

renew, within two years following the date fixed hereinabove, the registration of any real rights on a lot of land included in each of the said localities and in their respective registration divisions.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-six and the fifth year of Our Reign.

By command,

43871 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. **W**HEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of Stanstead-Est, in the municipal county of Stanstead, and annex it to the village municipality of Rock Island, in the same municipal county.

WHEREAS all formalities prescribed by-law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21, 1956, bearing number 1186, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by the presents;

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the Township of Stanstead comprising with reference to the official cadastre for said Township, the lots and present and future subdivisions thereof, as well as roads, streets, lanes, rivers, streams or parts thereof situated within the following boundaries, to wit: commencing at a point of intersection of the international frontier line between the Province of Quebec and the State of Vermont; thence, successively, the westerly line of lot 924 (present

Island); la ligne ouest des lots 923, 921, et 921-A (limite actuelle du village de Stanstead-Plain); la ligne nord des lots 921-A, 922 et 931; la ligne est des lots 931, 928 et 927 et enfin ladite ligne internationale en allant vers l'ouest et limitant au sud les lots 927, 926, 925 et 924 pour revenir au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Stanstead-Est, dans le comté municipal de Stanstead, et sera annexé à la municipalité du village de Rock-Island, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

43871-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

C. E. CANTIN

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, dans le comté municipal de Rimouski, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Valérien, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1956, portant le

boundary of the village of Rock Island); the westerly line of lots 923, 921 and 921-A (present boundary of the village of Stanstead Plain); the northerly line of lots 921-A, 922 and 931; the easterly line of lots 931, 928 and 927 and finally the said international frontier line westwards bounding to the south lots 927, 926, 925 and 924 to return to the point of commencement;

which territory shall, as from January first following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the Municipality of Stanstead-East, in the Municipal county of Stanstead, and shall be annexed to the village Municipality of Rock Island, in the same Municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects, and all others whom these presents may, concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nine-fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and fifty-six and the fifth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

43871

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec,
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS a petition has been submitted to Us requesting that the territory hereinafter described be detached from the municipality of the parish of Sainte-Cécile-du-Bic, in the municipal county of Rimouski, and to annex it to the municipality of the parish of Saint-Valérien, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21, 1956, bearing number

numéro 1186, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie du Bic se composant:

Premièrement: des parties des lots 372, 373, 374, 375, 377 et 378 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin sud-ouest du lot 378; de là, passant par les lignes suivantes: une ligne brisée séparant les rangs III et IV et limitant vers le sud les lots 378, 377, 375, 374, 373 et 372 jusqu'au coin sud-est du lot 372; la ligne séparative des lots 372 et 486 en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté nord-ouest du chemin de front du rang III; ledit côté nord-ouest dudit chemin ayant les directions astronomiques et distances suivantes: S.39°02'0".— 304.5 pieds; S.24°33'0".— 272.8 pieds et S.35°52'0".— 596.3 pieds jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 374; une ligne traversant les lots 374, 375, 377 et 378 dans la direction astronomique S.36°43'0". sur une distance de 1712.6 pieds et enfin la ligne sud-ouest du lot 378 en allant vers le sud-est sur une distance de 182.6 pieds jusqu'au point de départ;

Deuxièmement: la partie du lot 349 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic comprise dans les limites suivantes: en partant du coin est du lot 349; la ligne nord-est dudit lot allant vers le nord-ouest sur une distance de 223.6 pieds; puis traversant ledit lot 349 les lignes ayant les directions astronomiques et distances suivantes: S.52°03'0".— 260.9 pieds et S.38°46'0".— 134.3 pieds jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 349; ladite ligne sud-ouest du lot 349 en allant vers le sud-est et enfin la ligne sud-est dudit lot jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins ou partie d'iceux renfermés dans les limites ci-dessus décrites sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, dans le comté municipal de Rimouski, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Valérien, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

43871-0

1186, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by these presents,

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the seigniorie of Bic being composed of:

First: of parts of lots 372, 373, 374, 375, 377 and 378 of the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile-du-Bic, enclosed within the following limits, to wit: starting from the south-west corner of lot 378; thence, passing through the following lines: a broken line dividing ranges III and IV and limiting on the south lots 378, 377, 375, 374, 373 and 372 as far as the southeast corner of lot 372; the dividing line of lots 372 and 486 going towards the northwest as far as the northwest side of the front road of range III; the said northwest side of the said road having the following astronomical directions and distances: S.39°02'W.— 304.5 feet; S.24° 33'W.— 272.8 feet and S.35°52'W.— 596.3 feet as far as the northwest line of lot 374; a line crossing lots 374, 375, 377 and 378 in astronomical direction S.36°43'W. along a distance of 1712.6 feet and finally the south-west line of lot 378 going towards the southeast for a distance of 182.6 feet as far as the starting point;

Second: that part of lot 349 of the official cadastre of the parish of Sainte-Cécile-du-Bic comprised within the following limits: by starting from the east corner of lot 349; the northeast line of the said lot going towards the northwest along a distance of 223.6 feet; then crossing the said lot 349, the lines having the following astronomical directions and distances: S.52°03'W.— 260.9 feet and S.38°46'W.— 134.3 feet as far as the southwest line of the said lot 349; the said southwest line of lot 349 going towards the southeast, and finally the southeast line of the said lot as far as the starting point; which territory, together with the roads or part thereof enclosed within the limits above described, shall be, from and after the first day of January, following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Sainte-Cécile-du-Bic, in the municipal county of Rimouski, and shall be annexed to the municipality of the parish of Saint-Valerian, in the same municipal county.

THAT the present Proclamation shall enter into force on the first day of January, following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have cause these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec this eleventh day of December in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-six, and in the fifth year of Our Reign.

By Command,

YVES PRÉVOST,
Secretary of the Province.

43871

Sièges sociaux

COMMERCIAL MAINTENANCE CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Commercial Maintenance Co. Ltd. constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour d'octobre 1956 et ayant son siège social à Montréal, Qué., a établi son bureau à 620 rue Cathcart, chambre 554.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour de novembre 1956.

(Sceau)
43877

Le Président,
OSCAR JOHANNY.

Canada, Province de Québec
District de Québec

GALE SHOES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Gale Shoes Limited constituée en corporation par lettres patentes le 23e jour d'octobre 1956, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son siège social à 435 rue St-Anselme.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 26e jour d'octobre 1956.

(Sceau)
43878

Le Président,
G. C. LAURIE.

LA BRASSIÈRE SPLENIDE INC.

Avis est donné que la compagnie La Brassière Splendide Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 octobre 1956 et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 3914, rue Masson, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 25 octobre 1956.

(Sceau)
43879-0

Le Secrétaire-trésorier,
SUZANNE LEFEBVRE.

VULCANISATION DE FORESTVILLE INC. FORESTVILLE TIRE SHOP INC.

Avis de changement de bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Vulcanisation de Forestville Inc. — Forestville Tire Shop Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau jusqu'aujourd'hui au N° 37 rue de la Couronne, Québec, l'a transporté au N° 1952, 18e rue, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 7e jour de décembre 1956.

(Sceau)
43885-0

Le Secrétaire,
MAURICE BOULANGER, C.A.

Head Offices

COMMERCIAL MAINTENANCE CO. LTD.

Notice is hereby given that Commercial Maintenance Co. Ltd. incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the 26th day of October, 1956, and having its head office in Montreal, Que., has established its office at 620 Cathcart Street, Room 554.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 21st day of November, 1956.

(Seal)
43877-0

OSCAR JOHANNY,
President.

Canada, Province of Quebec
District of Quebec

GALE SHOES LIMITED

Notice is hereby given that Gale Shoes Limited, incorporated by letters patent on the 23rd day of October, 1956 and having its head office in Quebec City, has established its office at 435 St. Anselme Street;

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 26th day of October, 1956.

(Sceau)
43878-0

G. C. LAURIE,
President.

LA BRASSIÈRE SPLENIDE INC.

Notice is hereby given that La Brassière Splendide Inc., company incorporated by letters patent dated the 25th of October 1956, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 3914 Masson Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, October 25th, 1956.

(Seal)
43879-0

SUZANNE LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

VULCANISATION DE FORESTVILLE INC. FORESTVILLE TIRE SHOP INC.

Notice of change of Head Office

Notice is given that the company "Vulcanisation de Forestville Inc. — Forestville Tire Shop Inc." incorporated by letters patent dated November 17th, 1953, and having its head office in the city of Quebec where its office has been until this present date at No. 37 Crown Street, Quebec, has transferred it to No. 1952, 18th street, Quebec.

From and after the date of this present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 7th day of December, 1956.

43885

MAURICE BOULANGER, C.A.,
Secretary.

PROJET RIVIERA INC.

Avis est donné que la compagnie "Projet Riviera Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25ième jour du mois d'octobre 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 233 Notre-Dame Ouest, Suite 303.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29ième jour du mois d'octobre 1956.

Le Secrétaire,
43880-o ANDRÉ VALIQUETTE.

PROJET RIVIERA INC.

Notice is hereby given that "Projet Riviera Inc.", company incorporated by letters patent on the 25th day of October, 1956, and having its head office in Montreal, has established its office at 233 Notre-Dame West Street, Suite 303.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1956.

ANDRÉ VALIQUETTE,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Notre Temps Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 octobre 1956 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No. 4055 de la rue St-Hubert;

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 27ième jour d'octobre 1956.

Le Président,
43881-o LÉOPOLD RICHER.

Notice is hereby given that "Notre Temps Inc.", Company incorporated by letters patent on October 19th, 1956, and having its head office in Montreal, has established its office at 4055 St. Hubert Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 27th day of October, 1956.

LÉOPOLD RICHER,
President.

CHANGEMENT D'ADRESSE DE SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la compagnie "Bluenose Corporation" constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies de Québec, première partie, en date du vingt-troisième jour du mois de juin, mil neuf cent cinquante-cinq, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau jusqu'à aujourd'hui au numéro 31 de la rue St-Jacques ouest, suite 101, l'a transporté à 10 est, rue St-Jacques, suite 10, Montréal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de décembre, mil neuf centcinquante-six (1956).

Le Secrétaire,
43882-o J.-JACQUES BEAUCHEMIN.

CHANGE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that the company "Bluenose Corporation" constituted as a corporation under Part I of the Quebec Companies' Act, under date of the twenty-third day of the month of June, one thousand nine hundred and fifty-five, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated up to to-day, at number 31 St. James Street, west, suite 101, has moved it to 10 St. James Street, East, suite 10, Montreal.

Given at Montreal, this third day of December, one thousand nine hundred and fifty-six (1956).

J.-JACQUES BEAUCHEMIN,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Elmar Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Première Partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 12 septembre 1956, a établi son siège social à Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q., au No. 332 du Chemin Devonshire.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Date à Montréal, ce 29 novembre 1956.

Le Secrétaire,
43883 LUCIEN MORIN.

Notice is hereby given that "Elmar Company Limited" incorporated by letters patent issued under Part One of the Quebec Companies' Act, on September 12th 1956, has established its head office in the town of Greenfield Park, county of Chambly, P.Q., at No. 332 Devonshire Road.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as its head office.

Dated at Montreal this 29th day of November, 1956.

LUCIEN MORIN,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie Louis Laporte Inc. constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 26 septembre 1956 aura sa principale place d'affaires au N° 9 de la rue Irwin dans la cité de Granby, district de Bedford.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 7 décembre 1956.

Le Secrétaire,
43884-o CLAUDE CHEVRIER.

Notice is hereby given that Louis Laporte Inc. company incorporated by letters patent issued under the part 1st of the Quebec Company's Act, on the 26th day of September 1956, has his head office at 9 Irwin St., in the city of Granby, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office.

Dated at Granby, this 7th day of December 1956.

CLAUDE CHEVRIER,
Secretary.

Province de Québec — District de Montréal Province of Quebec — District of Montreal

J. R. ROBILLARD LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "J. R. Robillard Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 13 juin 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5245 avenue Van Horne, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3 juillet 1956.

Le Président,

J. R. ROBILLARD.

43906-o

J. R. ROBILLARD LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "J. R. Robillard Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated June 13, 1956, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 5245 Van Horne Avenue, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of July, 1956.

J. R. ROBILLARD,

President.

43906-o

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, N° 2259 (1955), Cour Supérieure (division de faillite) Dans l'affaire de Léonard Carrière, ci-devant marchand de Granby, P.Q.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que le DIX-SEPT JANVIER 1957, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse Ste-Famille, rue Principale, à Granby, l'immeuble ci-après décrit:

Un emplacement situé en la cité de Granby, P.Q., sur le côté sud de la rue Principale, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village, maintenant cité de Granby, comme étant la partie Ouest du lot numéro 244; mesurant 21 pieds de front sur la rue Principale, commençant à mesurer de la ligne Ouest, du dit lot en allant vers l'est le long de la dite rue, par la profondeur dudit lot.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 48 et 50 de la rue Principale.

Le tout sujet au droit de vue et à la mitoyenneté d'une partie du mur de la bâtisse, tel que stipulé et détaillé dans un acte reçu par Mtre Lindor Tétreault, notaire, le 4 octobre 1937, enregistré sous N° 100,023, entre Marc H. Fournier et John Costis, alors propriétaires voisins.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le registraire de la Cour Supérieure, district de Montréal, division de faillite, en date du 7 septembre 1956, conformément aux dispositions de l'article 55 et suivants, de la loi de faillite, avec l'effet du décret.

Conditions: comptant.

Pour tous autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Montréal, 6 décembre 1956.

Le Syndic,

J. N. HAMEL.

10 St-Jacques Est, Montréal.

43899-50-2-o

Province de Québec, district de Chicoutimi, N° 557-B (1956). Cour Supérieure (en faillite) dans l'affaire de la faillite de: Mathias Dufour, contracteur, Saint-Ambroise, P.Q. cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2259 (1955) Superior Court (in bankruptcy). In the matter of Léonard Carrière, merchant of Granby, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on the SEVENTEENTH of JANUARY 1957, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the Church door of the parish of Ste Famille of Granby, Principale street, the following immoveable property:

An emplacement situated in the city of Granby, P.Q., on the south side of Principale street, known and designated on the official cadastre of the village, now city of Granby, as being the west part of lot number 244; measuring 21 feet in front on Principale street, measured from the west line of said lot, towards the east along said street, by the whole depth of said lot.

With all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 48 and 50 of said Principale street.

The whole subject to the right of view and to the mitoyenneté of part of the wall of said building, as stipulated and detailed in a deed executed before Mtre Lindor Tétreault, notary, on the 4th of October 1937, registered under number 100,023, between Marc H. Fournier and John Costis, then neighbouring owners.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar of the Superior Court — district of Montreal, bankruptcy division, dated the 7th of September 1956, in accordance with article 55 and followings, of the bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

For other particulars apply to the undersigned.

Montreal, 6th of December 1956.

J. N. HAMEL,

Trustee.

10 St-James street East, Montreal. 43899-50-2-o

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 557-B (1956). In the matter of the Bankruptcy of Mathias Dufour, contractor, Saint-Ambroise, P.Q., authorized assignor and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: "a) Toutes ces parties de lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bourget, sous le numéro vingt-et-un (Parties 21) dans le rang Est dudit canton, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, lesdites parties dudit lot pouvant être plus particulièrement décrites comme suit:

1° Toute cette partie du lot mesurant soixante-et-dix pieds de largeur (70') en front sur deux cents pieds (200') de profondeur et est bornée vers l'est ou le nord-est par le terrain de Monsieur Lionel Savard représentant Johnny Tremblay, vers le sud ou le sud-est par le terrain de Abel Tremblay, vers l'ouest ou le sud-ouest par le chemin public et vers le nord ou nord-ouest par cette partie dudit lot décrite au paragraphe deux (II) ci-après.

2° Toute cette partie dudit lot mesurant soixante pieds (60') de largeur en front sur cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur et bornée vers l'est ou nord-est par le terrain de Lionel Savard, représentant Johnny Tremblay, vers le sud ou sud-est par cette partie dudit lot décrite au paragraphe un (I) ci-dessus; vers l'ouest ou sud-ouest par le chemin public; vers le nord nord-ouest par le terrain de Lionel Savard."

Seront vendus comme une seule et même exploitation à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise, comté de Lapointe, à ONZE heures de l'avant-midi, SAMEDI LE DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1957.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Chicoutimi, le 27 septembre 1956, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 6 décembre 1956.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics.

4 est rue Notre-Dame, Montréal,

23 est rue Racine, Chicoutimi,

42 rue Price Kénogami. 43898-50-2-o

Description: "a) All those parts of lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Bourget, bearing number twenty-one (Parts 21) in Range East of said township, together with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the said parts of said lot may be more particularly described as follows:

1. All that part of the lot measuring seventy feet (70') with in front by two hundred feet (200') in depth and is bounded easterly or northeasterly by the land of Mr. Lionel Savard, representing Johnny Tremblay, southerly or southeasterly by the land of Abel Tremblay, westerly or south-westerly by the public highway and north or northwesterly by that part of said lot described in paragraph two (II) hereinafter.

2. All that part of said lot measuring sixty feet (60') wide in front by one hundred and twenty-five feet (125') deep and bounded easterly or northeasterly by the land of Lionel Savard, representing Johnny Tremblay, southerly or southeasterly by that part of said lot described in paragraph one (I) hereinabove; westerly and south-westerly by the public highway; northerly or northwesterly, by the land of Lionel Savard."

Shall be sold as one and the same concern at the door of the parochial church of Saint Ambrose, county of Lapointe, at ELEVEN o'clock in the forenoon SATURDAY the NINETEENTH day of JANUARY 1957.

This sale is carried out in accordance with a judgment rendered by the Superior Court, at Chicoutimi, September 27, 1956, and pursuant to the provisions of articles 55 and the following of the bankruptcy Act, 1949, in order to give this sale a legal effect according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay the 2½% Governmental tax in accordance with the Law.

For further information and list of charges application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, this December 6th, 1956.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office:

Perras & Perras, Trustees,

4 Notre Dame Street, East, Montreal,

23 Racine Street, East, Chicoutimi,

42 Price Street, Kénogami. 43898-50-2

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, N° 18815. Dame Cécile Dancause, épouse judiciairement séparée de biens de Albert Raymond, domiciliée au N° 7202 de la rue Bordeaux, en la cité de Montréal, demanderesse, vs Albert Raymond, de Ste-Rose-du-Déglé, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu de deux jugements de la Cour Supérieure, siégeant à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, l'un rendu le 19 avril 1956 et l'autre le 12 novembre 1956, dans une cause dans laquelle Dame Cécile Dancause, épouse judiciairement séparée de biens de Albert Raymond, domiciliée au numéro 7202 de la rue Bordeaux en la cité de Montréal, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles, désignés comme suit, à savoir:

Sales by Licitatation

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 18815. Dame Cécile Dancause, wife legally separate as to property of Albert Raymond, domiciled at No. 7202 Bordeaux Street, in the city of Montreal, plaintiff vs Albert Raymond, of St. Rose-du-Déglé, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of two Judgments of the Superior Court, sitting at Rivière-du-Loup, in the District of Kamouraska, one rendered on April 19, 1956 and the other November 12, 1956, in a cause in which Dame Cécile Dancause, wife legally separate as to property of Albert Raymond, domiciled at number 7202 Bordeaux Street, is the plaintiff, ordering the licitation of certain immoveables, designated as follows, to wit:

1° Un terrain avec les bâties dessus construites faisant partie du lot de terre numéro 37 du cadastre de la paroisse de Ste-Rose-du-Dégel, lequel peut être plus spécialement décrit comme suit:

a) Un lopin de terre, situé sur le premier rang de la paroisse de Ste-Rose-du-Dégel, de forme irrégulière mesurant 93 pieds de front dans la ligne nord-est le long du chemin neuf de Témiscouata, sur une profondeur de 129 pieds et de là 72 pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'à la rivière aux Perches, avec une petite lisière de terrain mesurant 27 pieds de front sur une profondeur de 10 pieds en arrière du hangar et étable se trouvant vers l'extrémité sud-ouest du terrain sus-décrit. Borné au nord-ouest à Hector Tremblay représentant Dame Joseph Tremblay et au lopin ci-après décrit, au sud-est à Dame Joseph Picard, au nord-est au chemin neuf Témiscouata et au sud-ouest à la Rivière des Perches, avec droit de passage à Dame Joseph Tremblay ou représentants.

b) Un morceau de terrain, situé en arrière du hangar érigé sur le lopin sus-décrit, mesurant environ vingt-sept pieds anglais du nord-ouest au sud-est, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a depuis le hangar susdit au nord-est jusqu'à la rivière aux Perches au sud-ouest et compris entre les bornes suivantes, au nord-est au hangar susdit, au sud-ouest à la rivière aux Perches, au nord-ouest à Hector Tremblay représentant Dame Joseph Tremblay et au sud-est au lopin sus-décrit.

2° La moitié indivise de deux terres de 4 arpents de large, sur 30 arpents de profondeur, avec un chalet érigé sur lesdites terres, situées à un endroit appelé "Village Lapointe" en arrière de Ste-Rose-du-Dégel, et portant les numéros 421-4 et 421-5 au cadastre de la paroisse de Ste-Rose-du-Dégel.

Chacun des deux immeubles ci-dessus désignés sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le ONZIÈME jour de JANVIER 1957, à DIX heures avant-midi au bureau du Protonotaire de ladite Cour, au Palais de Justice de Rivière-du-Loup, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Rivière-du-Loup, le 29 novembre, 1956.

Les Procureurs de la demandresse,
GERMAIN, PIGEON & THIBAUDEAU.

43811-48-2-o

1. A piece of land with buildings erected thereon, forming part of lot of land number 37 of the cadastre of the parish of St. Rose-du-Dégel, which territory may be more especially described as follows:

a) A plot of land, situated in range one of the parish of St. Rose-du-Dégel, or irregular shape measuring 93 feet in front in the northeasterly boundary along the new Témiscouata Road, by a depth of 129 feet and thence 72 feet of frontage by the depth which may exist as far as River aux Perches, with a small strip of land measuring 27 feet in front by a depth of 10 feet in the rear of the shed and stable situated towards the south-westerly extremity of the land described hereinabove. Bounded northwesterly by Hector Tremblay representing Dame Joseph Tremblay and by the plot of land hereinafter described, southeasterly by Dame Joseph Picard, northeasterly by the new Témiscouata Road and southwesterly by River des Perches, with right-of-way for Dame Joseph Tremblay or representatives.

b) A piece of land, situated in the rear of the shed erected on the plot of land hereinabove described, measuring some twenty-seven english feet from the northwest to southeast, more or less, along the entire depth as from the above shed to the northeast as far as River aux Perches to the southwest and included within the following boundaries, northeasterly by the above mentioned shed, southwesterly by River aux Perches, northwesterly by Hector Tremblay representing Dame Joseph Tremblay and southeasterly by the plot of land described hereinabove.

2. The undivided half of two farms of 4 arpents in width by 30 arpents in depth, with a chalet erected on said farms, situated in a locality called "Village Lapointe" in the back of St. Rose-du-Dégel, and bearing numbers 421-4 and 421-5 of the cadastre of the parish of St. Rose-du-Dégel.

Each of these two immoveables hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the ELEVENTH day of JANUARY 1957, at TEN o'clock in the forenoon at the office of the Prothonotary of said Court, in the Court House of Rivière-du-Loup, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of said Court, any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six (6) days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Rivière-du-Loup, November 29, 1956.

GERMAIN, PIGEON & THIBAUDEAU,
Attorneys for plaintiff.

43811-48-2

Province de Québec, district de Montréal,
Cour Supérieure N° 402883.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, le 10e jour de décembre 1956 dans une cause en laquelle Morris Bier, marchand des cité et district de Montréal est demandeur, et dame Ida Bier, épouse séparée de biens de Max Goldberg et ce dernier faisant partie des présentes pour autoriser sa femme à ces fins en autant qu'il peut être nécessaire conformément à la Loi, tous deux des cité et district de Montréal, sont

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 402883.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, on the 10th day of December 1956, in a case wherein Morris Bier, merchant, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Dame Ida Bier, wife separate as to property of Max Goldberg and the latter a party to these presents to authorize his wife for these purposes in so far as may be necessary according to law, both of the city and district of Montreal, are defendants,

défendeurs, ordonnant la licitation des propriétés immobilières décrites comme suit:

a) Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame Ouest, en la cité de Montréal, composé des numéros de lot deux mille trois cent soixante-douze, deux mille trois cent soixante-treize et deux mille trois cent soixante-quatorze (Nos 2372, 2373, 2374) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec ensemble les bâtisses dessus érigées y compris celles portant les numéros civiques 2640 à 2658 inclusivement, rue Notre-Dame ouest.

b) Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Ambroise, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille quatre-vingt-cinq (2085) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec ensemble les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 3701 rue Saint-Ambroise.

Lesdites propriétés immobilières décrites seront vendues à l'enchère et adjudgées au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER 1957 par ladite Cour, au Palais de Justice de Montréal, district de Montréal, à DIX heures ET TRENTE (10.30 a.m.) du matin à la chambre 31 de la Cour Supérieure de Montréal, sujette aux clauses, charges et conditions stipulées au cahier des charges déposé au bureau du Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions à la vente, s'il y en a, doivent être déposées au moins douze (12) jours avant la date fixée, tel que susdit, pour ladite vente et les oppositions quant au paiement doivent être déposées dans les six (6) jours suivant l'adjudication sous peine de forfaiture.

Un dépôt de \$4,000.00 sera exigé de tout offrant et enchérisseur avec son offre concernant la propriété décrite ci-dessus a) sur la rue Notre-Dame ouest et un dépôt de \$1,000 sera exigé de tout offrant et enchérisseur avec son offre concernant la propriété décrite ci-dessus b) sur la rue Saint-Ambroise.

Montréal, 11 décembre 1956.

Le Procureur du demandeur,
J.-R. BOGANTE.

J.-R. Bogante, C.R.,
10, rue St-Jacques, est,
H.A. 1515.

43912-50-2

ordering the licitation of the immoveable properties described as follows:

a) An emplacement fronting on Notre-Dame Street West, in the city of Montreal, composed of lot numbers two thousand three hundred and seventy-two, two thousand three hundred and seventy-three and two thousand three hundred and seventy-four (Nos. 2372, 2373, 2374) on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal.

Together with the buildings thereon erected including those bearing civic numbers 2640 to 2658, inclusively, Notre Dame Street West.

b) An emplacement fronting on Saint-Ambroise Street in the city of Montreal, known and designated as lot number two thousand and eighty-five (2085) on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal.

Together with the buildings thereon erected bearing civic number 3701 Saint-Ambroise Street.

The said described immoveable properties will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of JANUARY 1957 by the said Court, in the Court House at Montreal, district of Montreal, at HALF PAST TEN of the clock (10.30 a.m.), in the forenoon in room 31 of the Superior Court of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to sale, if any, must be filed at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale and oppositions for payment must be filed within six (6) days after the adjudication, under pain of forfeiture.

A deposit of \$4,000.00 will be exacted from each and every bidder with his bid, in respect to the above described property a) on Notre-Dame Street West and a deposit of \$1,000 will be exacted from each on every bidder with his bid in respect to the above described property b) on Saint-Ambroise Street.

Montreal, December 11th, 1956.

J.-R. BOGANTE,
Attorney for the plaintiff.

J.-R. Bogante, Q.C.,
10 St. James East,
H.A. 1515.

43912-50-2-o

Ventes pour taxes

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, municipalité de la ville de Val d'Or.

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné, Albert Philbert, greffier de la susdite municipalité, Québec:

Le Conseil de ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 5987 en date du 3 décembre 1956, a ordonné au soussigné, conformément à l'Art. 549 et suivants de la Loi des Cités et Villes de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonvallances, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Val d'Or, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, MERCREDI, le SEIZE JANVIER 1957 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1955 auront été payées avant le moment de la vente.

Sales for Taxes

Canada, province of Quebec, district of Abitibi, municipality of the town of Val d'Or.

Public notice is hereby given by the undersigned, Albert Philbert, town clerk, of the aforesaid municipality, that:

The Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 5987 dated December 3rd, 1956, have ordered the undersigned pursuant to the provisions of Art. 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immoveables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in interest and costs, and that, consequently the said immoveables will be sold by public auction in the Council Chambers, City Hall, Val d'Or, Quebec, on WEDNESDAY, JANUARY SIXTEENTH, 1957 at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, those immoveables whereon the municipal taxes falling due on or before December 31st, 1955, shall have been paid before the sale.

Nom Name	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. et frais Int. and cost	Total
Succession de feu Katerina Miluch, épouse de Sershy Strechuk et ses ayant droit.....	Subdivision 76 du bloc 14 Canton Bourlamaque, (14-76)	\$309.97	\$189.40	\$ 71.95	\$571.32

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce sixième jour de décembre, mil neuf cent cinquante six.

(Sceau)
43900-50-2-o

Le Greffier,
ALBERT PHILBERT.

(Seal)
43900-50-2-o

ALBERT PHILBERT,
Town Clerk.

Province de Québec

VILLE DE LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à dix heures de l'avant-midi, le LUNDI, TRENTE ET UN DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante-six (31 décembre, 1956) à l'hôtel de ville, Lennoxville, Qué., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF LENNOXVILLE

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction at the Town Hall, Town of Lennoxville, on MONDAY, DECEMBER THIRTY-FIRST, nineteen hundred and fifty-six, (December 31st, 1956) at TEN o'clock in the morning for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Sub-division	Taxes totales et intérêts Total taxes and interest
Garage Paquin Ltd.	Pt. 382.....	(1).....	\$625.21
Lamarche Lucien.....	2.....	9, 10, 17.....	14.75
Raycraft Mrs. Doris.....	4.....	8, 9.....	603.20
	359.....		

(1) Un certain morceau de terrain de forme triangulaire connu et désigné comme faisant partie du lot N. 382 au plan et livre de renvoi officiels du village de Lennoxville. Ledit morceau de terrain se trouvant situé sur le côté est de la voie de chemin de fer du Canadien Pacifique mesure 235 pieds sur le côté ouest, trois cents pieds sur le côté sud et 381 pieds et 1 pouce sur le côté nord-est et est borné comme suit, sur le côté nord-est par le lot No. 381 sur le côté sud par le résidu du lot No. 382 appartenant au vendeur et sur le côté ouest par la voie du chemin de fer Canadien Pacifique et par le chemin publique.

(1) A certain piece of land of triangular shape known and designated as forming part of lot No. 382 of the official plan and book of reference of the village of Lennoxville. The said piece of land is situated on the east side of the Canadian Pacific Railroad and measures 235 feet on the west side, three hundred feet on the south side and 381 feet and 1 inch on the northeast side and is bounded as follows on the northeast side by lot No. 381, on the south side by the residue of lot No. 382 belonging to the vendor and on the west side by the Canadian Pacific Railroad and by the public highway.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi du village (maintenant ville) de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Termes: argent comptant ou chèque visé.

Donné en la ville de Lennoxville le premier décembre, 1956.

43852-49-2-o

Le Greffier,
W. R. BAKER.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the village (now town) of Lennoxville and are situated in the town of Lennoxville.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at Lennoxville this first day of December, 1956.

W. R. BAKER,
Clerk.

Province de Québec — District de Montréal Province of Quebec — District of Montreal

VILLE DE MACKAYVILLE

TOWN OF MACKAYVILLE

Avis public est donné que les immeubles ci-après décrits, faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, seront vendus aux enchères, à la salle paroissiale Saint-Jean-Eudes, 3099 Grande Allée, Mackayville, le CINQ JANVIER prochain (1957), à dix heures (10.00 a.m.) de l'avant-midi, à moins que les taxes et cotisations municipales et scolaires dues pour tels immeubles ainsi que les frais, ne soient acquittés avant cette date, savoir:

Public notice is hereby given that the immoveables hereafter described, all forming part of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, shall be sold by auction, at the Parish Hall St. Jean-Eudes, 3099 Grande Allée, Mackayville, on the FIFTH of JANUARY next (1957), at TEN o'clock in the forenoon, unless municipal and school taxes due, together with costs, be paid before that date, namely:

Cadastre Cadastral	Subdivision Subdivision	Propriétaires Owners	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
198.....	160 partie.....	Aimé Geoffrion.....	\$ 2.00		\$ 2.00
200.....	16 & 17.....	Philippe Lee.....	173.18	368.18	541.36
204.....	188.....	Eugène Dufour (propriétaire enregistré — enregist- ed owners: A. L. Caron)	80.32	29.70	110.02
204.....	227 & 228.....	Clarence Raymond Philipps.....	110.45	29.70	140.15
204.....	299.....	John George Seater.....	32.61	18.59	51.20
204.....	359.....	Jean Guy Roux.....	61.66	39.85	91.41
204.....	504 & 505.....	Paul Lévesque.....	100.97	200.36	301.33
204.....	513.....	J. Desmond Foy.....	29.88	47.84	77.72
204.....	658.....	Frédéric Renaus (propriétaire enregistré — enre- gisted owner: A. L. Caron).	69.49	104.46	173.95
204.....	665.....	Gaston Rousseau.....	264.27	504.80	769.07
204.....	677.....	Gertrude Hayward (propriétaire enregistré — enre- gisted owner: Harold Hayward).	47.39	39.26	86.65
204.....	699.....	George Schink.....	211.45	314.04	525.49
205.....	250.....	Roger Bélisle (propriétaire enregistré — enregist- ed owner: Mme Vve. A. Rolland).	35.23	38.98	74.22
205.....	454 & 455.....	Arthur Lésperance (propriétaire enregistré — enre- gisted owner: Erigène Godin).	73.32	181.58	254.90
A distraire la partie vendue à Joseph Chesnichesky, par acte devant Me Pierre Lafontaine notaire, enregistré sous N. 129995, et revendue à Marcel Beauvais, par acte devant Me Paul Boucher, notaire, enregistré sous N. 144407.					
To be distracted part sold to Joseph Chesnichesky, by deed before Mre Pierre Lafontaine, Notary, registered under No. 129995, and resold to Marcel Beauvais, by deed before Mre Paul Boucher, Notary, registered under No. 144407.					
206.....	P26-27.....	Albert Desmarais (propriétaire enregistré — enre- gisted owner: Robert N. Sabloff).	134.11	36.30	170.41
206.....	77.1.....	R. Thompson Neilsen (propriétaire enregistré — enregistred owner: Jos. Patrick Garnon).	12.58	8.80	21.38
206.....	200 à-to 202.....	Maurice Chouinard.....	18.70	13.85	32.55
207.....	215.....	L. Laplante (propriétaire enregistré — enregist- ed owner: Oscar Jones).	68.75	37.15	105.90
207.....	236.....	Roméo Labelle.....	11.36	3.94	15.30
207.....	349 & 350.....	Armand Boyer (Propriétaire enregistré — enregist- ed owner: A. L. Caron).	78.08	72.69	150.77
207.....	422 & 423.....	Dame A. Dorion (propriétaire enregistré — enre- gisted owner: A. L. Caron).	78.05	103.99	182.04
208.....	625.....	William Jennings.....	2.59		2.59
209.....	69 & 70.....	Victor Charbonneau (propriétaire enregistré: enre- gisted owner: A. L. Caron).	119.24	133.32	252.56
212.....	133.....	Carmelo Florio (propriétaire enregistré — enregist- ed owner: Gabriel Murray).	75.31	66.91	142.22
212.....	284 & 285.....	Thomas Moffitt.....	125.97	37.15	163.12
212.....	654 & 655.....	Gérard Malley.....	91.71	48.29	140.00
212.....	689 & 690.....	Delphis Blais.....	60.09	6.96	67.05
212.....	837 & 838.....	Donat Laurin.....	37.99	26.53	64.52
212.....	999 & 1000.....	James Wall.....	2.00		2.00
233.....	34.....	Lorenzo Bureau.....	87.08	43.86	130.94
233.....	54.....	Fred Flanders.....	77.66	16.37	94.03
233.....	199.1 & 199.2.....	Christophe Ant. Geoffrion et al.....	25.63	21.00	46.63
233.....	240.....	Dame Diana Crevier (propriétaire enregistré — enregistred owner: A. L. Caron).	114.15	169.10	283.25
235.....	157 & 158.....	Peter James O'Connor.....	165.43	306.34	471.77
235.....	354 & 355.....	Arthur Giguère.....	87.73	199.94	287.67
246A.....	38 & 39.....				
151.....	3 & 4.....	Lucien Lecompte.....	230.68	173.82	404.50

Mackayville, le trente novembre, mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire-trésorier,
H. BRABANT.

43853-49-2-o

Mackayville, November thirty, nineteen hundred and fifty-six.

H. BRABANT,
Secretary-Treasurer.

43853-49-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure, { **BARVUE MINES LIM-
N° 8800.** TED, corps politique et
incorporé ayant son siège
social à Toronto et une place d'affaires à Barville,
dans le district d'Abitibi, saisissement vs FLO-
RENT MARCHAND, autrefois de Barville,
dans le district d'Abitibi et maintenant de lieux
inconnus, saisi.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le
lot numéro 2B du rang VII, du cadastre officiel
pour le canton Malartic, dans le district d'Abitibi.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Rivière Héva, comté d'Abitibi-Est,
le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE
1956 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du shérif, J.-ALFRED GAUTHIER.
Amos, ce 5 novembre 1956. 43761-47-2

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 4583.** AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, deman-
deur vs ERNEST FORGET, autrefois de canton
Décarie, Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle, et
maintenant de 281, 76 ième Avenue, L'Abord-à-
Plouffe, Québec.

A savoir: le lot numéro trente-trois (33) du
septième (7) rang du canton Décarie, à distraire
toutefois, la partie sud-ouest dudit lot, à partir
de la rivière Tapanie jusqu'à un supposé prolonge-
ment de la ligne de division du lot vingt-trois
(23) et du lot vingt-neuf (29) dans le sixième (6)
rang dudit canton Décarie; ladite propriété
appartenant audit Théodule Vanier, est bornée
au nord-est, par le lot numéro trente-quatre A
(34-A) du septième (7) rang susdit, au sud-ouest,
par l'autre partie vendue actuellement propriété
de Joseph Courtemanche; à l'est, par le rang six
(6) et à l'ouest par le lot trente-deux (32) du
sixième rang dudit canton Décarie avec les
bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu "en blocs", à la porte de
l'église paroissiale de Ste-Anne-du-Lac, dans le
district de Labelle, le VINGT-TROISIÈME
jour de JANVIER 1957, à DIX heures de l'avant-
midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, ce 10 décembre 1956.
43902-50-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi
Superior Court, { **BARVUE MINES LIM-
No. 8800.** TED, a body politic and
incorporate having its head
office in Toronto and a place of business at Bar-
ville, in the district of Abitibi, distrainer vs
FLORENT MARCHAND, formerly of Barville,
in the district of Abitibi and now of unknown
whereabouts, distrainee.

NOTICE OF SALE

The immovable known and designated as
being lot number 2B, Range VII, of the official
cadastre for the township of Malartic, in the
district of Abitibi.

To be sold at the door of the Parochial Church
of Rivière Héva, county of Abitibi-East, the
TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER
1956 at TEN o'clock in the forenoon.

J.-ALFRED GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, this November 5, 1956. 43761-47-2-o

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { **QUEBEC FARM CRE-
No. 4583.** DIT BUREAU, a body
politic and incorporated, ha-
ving its head office at Quebec, plaintiff vs ER-
NEST FORGET, heretofore of Décarie Town-
ship, Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle, and
presently of 281, 76th Avenue, L'Abord-à-
Plouffe, Québec.

To wit: lot number thirty-three (33) of the
seventh (7) range of the Décarie township, to
withdraw, however, the southwest part of the
said lot, starting from the Tapanie River to a
supposed prolongation of the dividing line of lot
twenty-three (23) and of lot twenty-nine (29)
in the sixth (6) range of the said Décarie town-
ship; the said property belonging to the said
Théodule Vanier, is bounded on the northeast
by lot number thirty-four A (34-A) of the seventh
(7) range above said, on the southwest by the
other part presently sold property of Joseph
Courtemanche; on the East, by range six (6)
and on the west by lot thirty-two (32) of the
sixth range of the said Décarie township with
the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold "in blocks", at the parochial church
door of Ste-Anne-du-Lac, in the Labelle district,
on the TWENTY-THIRD day of JANUARY,
1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mount-Laurier, December 10, 1956.
43902-50-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieur — district de Montréal

Montréal, à savoir: { **MAURICE BOUR-**
 N° 393825. { **GEOIS, demandeur**
 vs **JEAN LOUIS BOULÉ**

& AL., défendeurs.

"Un emplacement situé en la paroisse de Laprairie comté de Laprairie en la concession de St-François-Xavier ayant front sur une rue projetée (portant N° 555-189) et composé: du lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° deux cent trois de la subdivision officielle de partie du lot originaire N° cinq cent cinquante-cinq (555-203) des plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, mesurant cinquante-deux pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur, mesure anglais plus ou moins avec maison de deux logements en cours de construction et autre bâtisses."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU.**
 Montréal, 12 décembre 1956. 43911-50-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **MAURICE BOUR-**
 No. 393825. { **GEOIS, plaintiff vs**
 { **JEAN LOUIS BOULÉ &**

AL., defendants.

"An emplacement situated in the parish of Laprairie, county of Laprairie in the Concession of St. François-Xavier fronting on a proposed street (bearing No. 555-189) and composed of lot known and designated as being lot number two hundred and three of the official subdivision of part of original lot number five hundred and fifty-five (555-203) of the official plan and book of reference of the parish of Laprairie, measuring fifty-two feet in width by one hundred and three feet in depth, english measure more or less with a two-tenement house under construction and other buildings."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Laprairie, the SEVENTEENTH day of JANUARY 1957, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, December 12, 1956. 43911-50-2

NICOLET

*Fieri Facias*Canada — Province of Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
 N° 2131. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
 BEC, corps politique et in-

corporé ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur vs **LES HÉRITIERS DE FEU JOSEPH HECTOR LEBEAU**, en son vivant de Gentilly, comté et district de Nicolet, décédé depuis moins de six mois, à savoir le 7 avril 1956, défendeurs.

"Une terre située sur le troisième rang des concessions de la paroisse de Gentilly, contenant trois arpents, dix perches et cinq pieds de largeur, au front, par environ seize arpents et demi de profondeur, plus ou moins, connue et désignée au cadastre de la paroisse de Gentilly, comme étant la partie nord-ouest du lot de terre numéro six-cent-un (P.N.O. de 601) avec la maison et autres bâtisses dessus construites et bornée comme suit: en front au nord-ouest, par le chemin du troisième rang; au sud-est, par la partie sud-est de ladite terre appartenant à Donat Blanchette; au nord-est, par le lot N° 600 appartenant à Roland Beauchesne et au sud-ouest, au lot N° 602, appartenant à Jean-Baptiste Verville; au sujet ledit immeuble au droit de passage en faveur de Mr Donat Blanchette ou représentants en vertu des titres antérieurs et sujet à l'entretien de tout le chemin de front de ladite terre."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Gentilly, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE (1956) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ANTONIO BLONDIN.**
 Nicolet, 20 novembre 1956. 43765-47-2-o

NICOLET

*Fieri Facias*Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, { **THE QUEBEC FARM**
 No. 2131. { **CREDIT BUREAU, a**

body politic and corporate having its head office at Quebec, district of Quebec, plaintiff, vs **THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH HECTOR LEBEAU**, in his lifetime of Gentilly, county and district of Nicolet, deceased within the last six months, to wit, the 7th of April, 1956, defendants.

"A farm situated on the third range of the concessions of the parish of Gentilly, containing three arpents, ten rods and five feet in width, in front, by about sixteen arpents and one-half in depth, more or less, known and designated on the cadastre of the parish of Gentilly, as being the northwest part of lot of land number six hundred and one (N.W.Pt. of 601) with the house and other buildings thereon erected and bounded as follows: in front on the northwest, by the road of the third range; on the southeast, by the southeast part of the said farm belonging to Donat Blanchette; on the northeast, by lot No. 600, belonging to Roland Beauchesne and on the southwest, by lot No. 602, belonging to Jean-Baptiste Verville; subject, the said immoveable to the right-of-way in favor of Mr. Donat Blanchette or representatives under previous titles and subject to the maintenance of all the front road of the said farm."

To be sold at the parochial church door of Gentilly, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER (1956) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Nicolet, November 20th, 1956. 43765-47-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { **L** A BANQUE PROVIN-
N° 13,900. { CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé
ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs ALPHONSE GAGNÉ, rentier, de Sayabec, défendeur, et dame vve ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ et Dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, défenderesses en reprise d'instance.

Un terrain situé dans la ville de Rimouski, portant le numéro quatre-vingt-seize-deux (96-2), de figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 95 et 96-1, au nord-est par le lot 62-26 (avec Lepage), au sud-est par les lots 97-1 et 100, au sud-ouest par les lots 99 et 95, mesurant environ quatre-vingt-onze (91) pieds au nord-ouest, soixante-sept (67) pieds et cinq dixièmes (5/10) au nord-est, cent quarante-trois (143) pieds au sud-est, trente-cinq (35) pieds et six dixièmes (6/10) au sud-ouest, cinquante-deux (52) pieds au nord-ouest, trente-huit (38) au sud-ouest, contenant environ en superficie sept mille sept cent soixante-dix-neuf pieds carrés, à charge d'une rente foncière par l'acquéreur de \$20.00 par année, avec bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances.

Pour être vendu, au bureau du Shérif, Palais de Justice, en la ville de Rimouski, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, 1956, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 novembre 1956. 43763-47-2-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { **L'**OFFICE DU CRÉDIT
N° 2894. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, requérant, vs DANIEL GÉLINAS, de East-Hereford, comté de Compton, intimé.

Comme appartenant audit Intimé:

"Une terre au canton de Hereford, composée du lot de cadastre N° douze-A (12-A), du troisième rang, d'environ cent treize acres; du lot de cadastre N° Onze-C (11-C), du quatrième rang, d'environ quatre-vingt-quinze acres; sauf et excepté le site de la maison d'école d'environ un quart d'acre, pris dans le coin sud-ouest dudit lot, tel qu'actuellement clôturé; des lots de cadastre Onze-3 (11-3), d'environ quarante-neuf acres et douze-A (12-A), d'environ cinquante acres, tous deux dans le quatrième rang, et un morceau de cinquante acres pris dans le coin nord-est du lot de cadastre N° douze-B (pt. 12-B), du même quatrième rang, borné au nord par la ligne nord dudit lot; à l'est partie par partie du dit lot douze-A, au sud et à l'ouest par le résidu dudit lot douze-B, et décrit comme suit: Commencant au coin nord-est dudit lot; de là vers l'ouest, en suivant la ligne nord dudit lot jusqu'à un point se trouvant à une distance des deux-tiers de la largeur dudit lot; de là à angle droit vers le sud, en ligne parallèle avec la ligne est dudit lot et une distance suffisante pour former les cinquante acres; de là à angle droit vers l'est, et en ligne parallèle avec la ligne nord dudit lot, jusqu'à la ligne ouest dudit

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { **T**HE PROVINCIAL
No. 13,900. { BANK OF CANADA,
a body politic and corporate
having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs ALPHONSE GAGNÉ, annuitant, of Sayabec, defendant, and dame ALPHONSE BELLAVANCE GAGNÉ, widow and dame GERMAINE GAGNÉ DUCHESNE, defendants, in continuance of suit.

A piece of land situated in the town of Rimouski, bearing number ninety-six-two (96-2), of irregular shape, bounded northwesterly by lots 95 and 96-1, northeasterly by lot 62-26 (Lepage Avenue), southeasterly by lots 97-1 and 100, southwesterly by lots 99 and 95, measuring some ninety-one (91) feet to the northwest, sixty-seven (67) feet and five tenths (5/10) to the northeast, one hundred and forty-three (143) feet to the southeast, thirty-five (35) feet and six tenths (6/10) to the southwest, fifty-two (52) feet to the northwest, thirty-eight (38) to the southwest, containing an area of some seven thousand seven hundred and seventy-nine square feet, with a ground-rent of \$20.00 per year attached thereto, to be paid by purchaser, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the office Sheriff's Court House, in the town of Rimouski, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, November 19th, 1956. 43763-47-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { **Q**UEBEC FARM CRE-
No. 2894. { DIT BUREAU, body
politic and incorporated, hav-
ing its corporate seat in the city of Quebec, applicant, vs DANIEL GÉLINAS, of East Hereford, county of Compton, respondent.

As belonging to the said respondent:

"A farm in the township of Hereford, formed of cadastral lot No. twelve-A (12-A) of the third range, of about one hundred and thirteen acres; of cadastral lot No. eleven-C (11-C), of the fourth range, of about ninety-five acres; save and except the site of the school house of about one fourth of an acre, taken in the south west corner of said lot, as it is actually fenced; of cadastral lots eleven-3 (11-3), of about forty-nine acres and twelve-A (12-A), of about fifty acres, both of them in the fourth range, and a parcel of fifty acres taken in the north east corner of cadastral lot No. twelve-B (pt. 12-B), of the same fourth range, bounded to the north by the north line of said lot; to the east partly by part of said lot twelve-A, to the south and to the west by the residue of said lot twelve-B, and described as follows: Commencing at the north east corner of said lot; thence westerly following the north line of said lot to a point being at a distance of the two-thirds of the width of said lot; thence at right angle towards the south, parallel with the east line of said lot and a distance sufficient to form the fifty acres; thence at right angle towards the east, and parallel with the north line of said lot to the

lot douze-A; de là vers le nord, en suivant la ligne ouest dudit lot douze-A, jusqu'au point de départ. Avec les bâtisses y érigées."

Lesdits immeubles pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de Saint-Henri de Hereford (East Hereford) le SEIZIÈME jour de JANVIER 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, district de St-François,
ce 10 décembre 1956. 43910-50-2-o
[Première insertion, le 15 décembre 1956.]

west line of said lot twelve-A; thence towards the north, following the west line of said lot twelve-A to the starting point. With the buildings thereon erected."

The said immovables to be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Saint-Henri de Hereford (East-Hereford), the SIXTEENTH of JANUARY 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, district of St-Francis,
December the 10th, 1956. 43910-50-2-o
[First insertion, the 15th of December 1956.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, { JOHN JOHNSON, élec-
N° 17,288. { trician, domicilié et ré-
sidant rue St-Pierre, ville
et district de Terrebonne, demandeur, vs ER-
NEST ENFIELD, domicilié et résidant à Terre-
bonne Heights, autrefois, et maintenant de lieux
inconnus, défendeur.

Un emplacement ayant front au Chemin
Pincourt en la paroisse St-Louis de Terrebonne
avec maison et autres bâtisses y érigées et com-
posé;

a) Du lot numéro trois (3) de la subdivision
officielle du lot originaire numéro cent vingt-
quatre (124) (124-3) aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique
de la paroisse St-Louis de Terrebonne, JEUDI le
VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE
1956 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEORGES AUCLAIR.
St-Jérôme, 17 novembre 1956. 43764-47-2-o

Canada, Province de Québec
Procédure Sommaire
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { LA CORPORATION DU
N° 25,975. { CANTON DE GORE,
corps politique et incorporé,
dûment incorporé selon la loi ayant sa principale
place d'affaires dans le canton de Gore comté
d'Argenteuil, district de Terrebonne, demande-
resse, vs LES HÉRITIERS D'ALBERT BU-
RAIS, de son vivant du canton de Gore, comté
d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeurs.

Un certain morceau de terre connu et désigné
aux plan et livre de renvois officiels du canton de
Gore comme étant le lot N° 2 lettre "A" dans le
deuxième rang, avec toutes les bâtisses dessus
érigées, tel que le tout se trouve et dont l'acqué-
reur se déclare satisfait comprenant toutes les
servitudes y attachées.

Pour être vendu à la porte de l'église catho-
lique Sainte Anastasie de Lachute, MARDI, le
QUINZIÈME jour de JANVIER 1957 à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 7 décembre 1956. 43901-50-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, { JOHN JOHNSON, elec-
No. 17,288. { trician, domiciled and
residing on St. Pierre St.,
town and district of Terrebonne, plaintiff; vs
ERNEST ENFIELD, formerly, domiciled and
residing at Terrebonne Heights, and presently
of unknown whereabouts, defendant.

An emplacement fronting Pincourt Road in
the parish of St. Louis de Terrebonne with house
and other buildings erected thereon and including:

a) Lot number three (3) of the official subdi-
vision of original lot number one hundred and
twenty-four (124) (124-3) on the official plan and
book of reference of the parish of St. Louis de
Terrebonne.

To be sold at the door of the Catholic Church
of the parish of St. Louis de Terrebonne, THURS-
DAY, the TWENTY-SEVENTH day of DE-
CEMBER 1956 at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGES AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, November 17, 1956. 43764-47-2

Canada, Province of Quebec
Summary Procedure
District of Terrebonne

Superior Court, { THE CORPORATION OF
No. 25,975. { THE TOWNSHIP OF
GORE, a body politic and
incorporated, duly incorporated according to law
having its main place of business in the township
of Gore, county of Argenteuil, district of Terre-
bonne., Plaintiff vs the HEIRS OF THE LATE
ALBERT BURAI, in his lifetime of the town-
ship of Gore, county of Argenteuil, district of
Terrebonne, defendant.

A certain plot of land known and designated
on the official plan and in the book of reference
of the township of Gore as being lot No. 2,
Letter "A" in the second range, with all the build-
ings thereon erected, as the whole is to be found
and of which the purchaser declares himself
satisfied comprising all the servitudes attached
thereto.

To be sold at the Catholic church door of Ste-
Anastasie of Lachute, TUESDAY, the FIF-
TEENTH day of JANUARY, 1957, at TWO
o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, December 7, 1956. 43901-50-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaudin vs Roy.....	4152
McGrath vs Kerr.....	4152

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1220 — Concernant le classement comme monument historique de la maison Routhier.....	4152
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

4131

AVIS DIVERS:

Association des Résidents de l'Île Ste-Thérèse (Règlements).....	4156
Bourlamaque Hotel Limited (Dist. de l'actif).....	4157
Dominion Square Corporation (Dist. de l'actif).....	4155
La Caisse Populaire de St-Maurice de Bois-Filion (Fondation).....	4154
L'Assurance-vie St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company.....	4156
Les Éboulements, munic. (Nom changé).....	4155
Lynn, MacLeod Engineering Supplies Limited (Directeurs).....	4154
Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre de Montréal Limitée (Dist. de l'actif).....	4155
St-Ephrem-de-Beauce, munic. paroisse (Nom changé).....	4153
St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association (Directeurs).....	4155
St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association (Règlements).....	4155

CHARTES — ABANDON DE:

Bourlamaque Chemical & Assayera Limited.....	4157
Charland & Bernard Ltée.....	4157
Dominion Hosiery Finishers Corp.....	4157
Station de Service Daoust Ltée — Daoust Service Station Ltd.....	4157

COMPAGNIE DISSOUTE:

Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd...	4157
--	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Ally-Degré, Madeleine.....	4158
Commission des Écoles Catholiques de Montréal.....	4162
Comité de Réalisation Cité-Jardin.....	4163
Commissions scolaires de Bagotville et Chicoutimi-Nord.....	4162
Côte St-Luc, ville.....	4159
Delson, comm. scolaire.....	4163
Dorval, cité.....	4162
Gatineau, ville.....	4163
Groupe de contribuables propriétaires du village de Price.....	4161
LaSalle, ville.....	4162
Laval Ouest, ville.....	4159
Les Oblates Franciscaines de St-Joseph. L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie.....	4158
Maurice Pollack Realty Company Limited.....	4161
Pointe-Claire, ville.....	4160

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaudin vs Roy.....	4152
McGrath vs Kerr.....	4152

ORDER IN COUNCIL:

1220 — Concerning the classification as historical monuments of the Routhier House.....	4152
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

4131

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Résidents de l'Île Ste-Thérèse (By-laws).....	4156
Bourlamaque Hotel Limited (Dist. of assets).....	4157
Dominion Square Corporation (Dist. of assets).....	4155
La Caisse Populaire de St-Maurice de Bois-Filion (Foundation).....	4154
St. Lawrence Life Assurance Company — L'Assurance-vie St-Laurent.....	4156
Les Éboulements, munic. (Name changed).....	4155
Lynn, MacLeod Engineering Supplies Limited (Directors).....	4154
Montreal Vinegar Company Limited — La Compagnie de Vinaigre de Montréal Limitée (Dist. of assets).....	4155
St-Ephrem-de-Beauce, munic. parish (Name changed).....	4153
St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association (Directors).....	4155
St. Stephen Hungarian Home and Funeral Association (By-laws).....	4155

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bourlamaque Chemical & Assayera Limited.....	4157
Charland & Bernard Ltée.....	4157
Dominion Hosiery Finishers Corp.....	4157
Station de Service Daoust Ltée — Daoust Service Station Ltd.....	4157

COMPANY DISSOLVED:

Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd...	4157
--	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Ally-Degré, Madeleine.....	4158
Montreal Catholic School Commission.....	4162
Comité de Réalisation Cité-Jardin.....	4163
School Commissions of Bagotville and Chicoutimi-North.....	4162
Côte St-Luc, town.....	4159
Delson, school comm.....	4163
Dorval, city.....	4162
Gatineau, town.....	4163
Group of ratepayers property owners of the village of Price.....	4161
LaSalle, town.....	4162
Laval West, town.....	4159
Les Oblates Franciscaines de St-Joseph. Industrial Life Insurance Company.....	4158
Maurice Pollack Realty Company Limited.....	4161
Pointe-Claire, town.....	4160

Repentigny, ville.....	4161	Repentigny, town.....	4161
Sorel, cité.....	4158	Sorel, city.....	4158
The Royal Trust Company.....	4161	The Royal Trust Company.....	4161
Tracy, ville.....	4160	Tracy, town.....	4160
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Beauport, ville de.....	4164	Beauport, town of.....	4164
Port-Alfred, ville de.....	4164	Port-Alfred, town of.....	4164
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 9-56A — Hull.....	4165	Order No. 9-56A — Hull.....	4165
Ordonnance N° 37-56 — Bas St-Laurent.....	4166	Order No. 37-56 — Lower St. Lawrence.....	4166
Ordonnance N° 43-56 — Montmagny.....	4167	Order No. 43-56 — Montmagny.....	4167
Ordonnance N° 53-Sp — III-A.....	4169	Order No. 53-Sp — III-A.....	4169
Ordonnance N° 72-56 — Beaufort.....	4159	Order No. 72-56 — Beaufort.....	4169
Ordonnance N° 83-56 — Murdochville.....	4171	Order No. 83-56 — Murdochville.....	4171
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Labelle.....	4172	Labelle.....	4172
Robertsonville.....	4172	Robertsonville.....	4172
Thurso (Catholique).....	4171	Thurso (Catholic).....	4171
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Acton-Vale, village.....	4172	Acton-Vale, village.....	4172
Gendreau, canton.....	4172	Gendreau, township.....	4172
Letellier.....	4172	Letellier.....	4172
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse.....	4173	St-Antoine-de-Longueuil, parish.....	4173
St-Colomb-de-Sillery, paroisse.....	4173	St-Colomb-de-Sillery, parish.....	4173
St-Denis, paroisse.....	4173	St-Denis, parish.....	4173
St-Louis, paroisse.....	4173	St-Louis, parish.....	4173
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Construction, région de Québec.....	4173	Construction, region of Quebec.....	4173
VOIRIE:		ROADS:	
Entretien de certaines routes discontinuées.....	4175	Maintenance of certain roads discontinued.....	4175
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Montréal.....	4176	Montreal.....	4176
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Asselin, Caron Inc.....	4132	Asselin, Caron Inc.....	4132
Aubin & Pélissier Inc.....	4133	Aubin & Pélissier Inc.....	4133
Automaton Inc.....	4133	Automaton Inc.....	4133
Aux Variétés Blainville Incorporée.....	4133	Aux Variétés Blainville Incorporée.....	4133
Baldoc Plastics Ltd.....	4134	Baldoc Plastics Ltd.....	4134
Beaurivage Owners' Association Inc.— Association des Propriétaires de Beaurivage Inc.....	4134	Beaurivage Owners' Association Inc.— Association des Propriétaires de Beaurivage Inc.....	4134
Belgro Ltd.....	4134	Belgro Ltd.....	4134
Bonne-Terre Limited.....	4135	Bonne-Terre Limited.....	4135
Bufrey Investments Inc.....	4135	Bufrey Investments Inc.....	4135
Carl Drucker Furs, Inc.....	4135	Carl Drucker Furs, Inc.....	4135
Château Trading Corporation.....	4136	Château Trading Corporation.....	4136
Chibougamau Cement Products Ltd.....	4136	Chibougamau Cement Products Ltd.....	4136
Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé.....	4136	Club des Aiglons du Lac St-Jean Incorporé.....	4136
Como Inn Inc.....	4137	Como Inn Inc.....	4137
Copperfield Company Limited.....	4137	Copperfield Company Limited.....	4137
Donat St-Amour & Fils Ltée.....	4137	Donat St-Amour & Fils Ltée.....	4137
Elisol Investment Corp.....	4138	Elisol Investment Corp.....	4138
Ellner Realities Inc.....	4138	Ellner Realities Inc.....	4138
Empire Auto Repairs Inc.....	4138	Empire Auto Repairs Inc.....	4138

Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée.	4139	Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée.	4139
Gale Shoes Limited.	4139	Gale Shoes Limited.	4139
Grand Appliances Inc.	4139	Grand Appliances Inc.	4139
Harlo Sales and Manufacturing Co.	4140	Harlo Sales and Manufacturing Co.	4140
H. M. David & Co. Ltd.	4140	H. M. David & Co. Ltd.	4140
Homa Supply & Construction Ltd.	4140	Homa Supply & Construction Ltd.	4140
Ideal Trading Co. Ltd.	4141	Ideal Trading Co. Ltd.	4141
Italian Express Travel Service, Limited.	4141	Italian Express Travel Service, Limited.	4141
Jos. Girard & Fils Inc.	4141	Jos. Girard & Fils Inc.	4141
J. P. Bélanger Ltée.	4142	J. P. Bélanger Ltée.	4142
Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée.	4142	Laflamme Fourrure (St-Hyacinthe) Incorporée.	4142
Laurentide Memorial Gardens Inc.	4142	Laurentide Memorial Gardens Inc.	4142
Magasin Gisèle Ltée.	4143	Magasin Gisèle Ltée.	4143
Mansion Fur Co. Ltd.	4143	Mansion Fur Co. Ltd.	4143
Mercury Electric & Refrigeration Inc.	4143	Mercury Electric & Refrigeration Inc.	4143
Metallized Process Company Limited.	4144	Metallized Process Company Limited.	4144
Milado Mines Ltd.	4144	Milado Mines Ltd.	4144
Mme C. Lalonde Inc.	4145	Mme C. Lalonde Inc.	4145
Modern Development & Realities Inc.	4145	Modern Development & Realities Inc.	4145
Notre Temps Inc.	4145	Notre Temps Inc.	4145
Overland Sales Inc.	4146	Overland Sales Inc.	4146
Parkville Construction Inc.	4146	Parkville Construction Inc.	4146
Peerless Investments Limited.	4146	Peerless Investments Limited.	4146
Pièces Universelles Ltée.	4146	Pièces Universelles Ltée.	4146
Placements Eureka Inc.—Eureka Investments Inc.	4147	Placements Eureka Inc.—Eureka Investments Inc.	4147
Pointe Claire Industrial Park Inc.	4147	Pointe Claire Industrial Park Inc.	4147
Projet Riviera Inc.	4147	Projet Riviera Inc.	4147
Quebec Mack Distributors Ltd.	4148	Quebec Mack Distributors Ltd.	4148
Rem Incorporated Incorporée.	4148	Rem Incorporated Incorporée.	4148
Screen Process Sales Co.	4148	Screen Process Sales Co.	4148
Société de Conservation du Vieux Québec Inc.	4149	Société de Conservation du Vieux Québec Inc.	4149
Splendor Shoppes Inc.	4149	Splendor Shoppes Inc.	4149
Ste. Therese Holding Ltd.	4150	Ste. Therese Holding Ltd.	4150
Television Service Centre Inc.	4150	Television Service Centre Inc.	4150
Textile Transport Inc.	4150	Textile Transport Inc.	4150
Timmins Aviation (Terminals) Ltd.	4151	Timmins Aviation (Terminals) Ltd.	4151
Vitrierie Claveau Glass Inc.	4151	Vitrierie Claveau Glass Inc.	4151
W. Barr Limited.	4151	W. Barr Limited.	4151
Yvonna Morissette Inc.	4152	Yvonna Morissette Inc.	4152

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

The Travelers Fire Insurance Company (Annulation).	4186
--	------

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité de Stanstead-Est à la municipalité du village de Rock-Island.	4178
Concernant la mise en vigueur des cadastres: Parties des cantons de Hébecourt, Bousquet, Holland et Dufay.	4177
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic à la municipalité de la paroisse de Saint-Valérien.	4179

SIÈGES SOCIAUX:

Blueonse Corporation.	4182
Commercial Maintenance Co. Ltd.	4181
Elmar Company Limited.	4182
Gale Shoes Limited.	4181
J.-R. Robillard Limitée.	4183
La Brassière Splendide Inc.	4181
Louis Laporte Inc.	4182
Notre Temps Inc.	4182
Projet Riviera Inc.	4182
Vulcanisation de Forestville Inc.—Forestville Tire Shop Inc.	4181

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

The Travelers Fire Insurance Company (Cancellation).	4176
--	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory of the Municipality Stanstead-East to the municipality of the village of Rock-Island.	4178
Concerning the coming into force of the cadastre: Parts of the townships of Hébecourt, Bousquet, Holland and Dufay.	4177
Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Sainte-Cécile-du-Bic to the municipality of the parish of Saint-Valérien.	4179

HEAD OFFICES:

Blueonse Corporation.	4182
Commercial Maintenance Co. Ltd.	4181
Elmar Company Limited.	4182
Gale Shoes Limited.	4181
J.-R. Robillard Limitée.	4183
La Brassière Splendide Inc.	4181
Louis Laporte Inc.	4182
Notre Temps Inc.	4182
Projet Riviera Inc.	4182
Vulcanisation de Forestville Inc.—Forestville Tire Shop Inc.	4181

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Carrière, Léonard.....	4183
Dufour, Mathias.....	4183

VENTES PAR LICITATION:

Bier vs Bier <i>et vir</i>	4185
Dancause vs Raymond.....	4184

VENTES POUR TAXES:

Lennoxville, ville.....	4187
MacKayville, ville.....	4188
Val d'Or, ville.....	4186

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Barvue Mines Limited vs Marchand...	4189
-------------------------------------	------

LABELLE:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Forget.....	4189
---	------

MONTRÉAL:

Bourgeois vs Boulé <i>et al</i>	4190
---------------------------------------	------

NICOLET:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Héritiers Joseph-Hector Lebeau..	4190
--	------

RIMOUSKI:

La Banque Provinciale du Canada vs Gagné.....	4191
--	------

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Gélinas.....	4191
--	------

TERREBONNE:

Corporation du canton de Gore vs Hé- ritiers de Albert Burais.....	4191
Johnson vs Enfield.....	4192

43871-o

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Carrière, Léonard.....	4183
Dufour, Mathias.....	4183

SALES BY LICITATION:

Bier vs Bier <i>et vir</i>	4185
Dancause vs Raymond.....	4184

SALES FOR TAXES:

Lennoxville, town.....	4187
MacKayville, town.....	4188
Val d'Or, town.....	4186

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Barvue Mines Limited vs Marchand...	4189
-------------------------------------	------

LABELLE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Forget.	4189
--------------------------------------	------

MONTREAL:

Bourgeois vs Boulé <i>et al</i>	4190
---------------------------------------	------

NICOLET:

Quebec Farm Credit Bureau vs Heirs Joseph-Hector Lebeau.....	4190
---	------

RIMOUSKI:

The Provincial Bank of Canada vs Gagné.....	4191
--	------

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Gélinas	4191
--------------------------------------	------

TERREBONNE:

Corporation of the Township of Gore vs Heirs of Albert Burais.....	4191
Johnson vs Enfield.....	4192

43871-o